

S 5102

G

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

AFRICAN INSTITUTE FOR ECONOMIC DEVELOPMENT AND PLANNING
INSTITUT AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE PLANIFICATION
(IDEP)

23

**ENDETTEMENT ET CROISSANCE
ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA**

Par

Almendou CORREA

Soumis pour satisfaire en partie aux conditions d'obtention du Diplôme
d'Etudes Approfondies (DEA) en Politique Economique et Gestion de
l'Economie de l'Institut Africain de Développement Economique et de
Planification (IDEP)

Superviseur: Dr. Bacary F. DOUCOURE

Août 2004



NATIONS UNIES

29

03/09/04

6405176

INSTITUT AFRICAIN
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE PLANIFICATION
IDEP

Nous, soussignés, certifions que

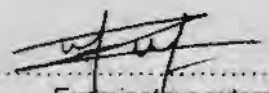
Almendou CORREA


Identification N° 030707


a soutenu avec succès le mémoire de DEA intitulé

**ENDETTEMENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE
DANS LES PAYS DE L'UEMOA**

Approuvé par le Comité de mémoire :

Ibrahima T. DIOP 
Examineur externe

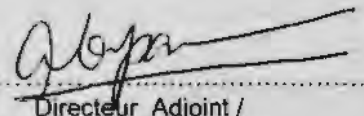
Malick SANE 
Membre

Fodiye B. DOUCOURE 
Superviseur

Diery SECK 
Directeur /
Président du Comité

Date : 24 août 2004



Aloysius A. AMIN 
Directeur Adjoint /
Chef Division Formation

DEDICACES

Je dédie cette humble contribution à la recherche sur la problématique de l'endettement extérieur et son impact sur la croissance économique dans les pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine :

♥ A mon défunt père, paix à son âme, lui qui a très vite compris la nécessité de mettre ses rejets à l'école des « Blancs ». Lui qui durant toute sa vie, n'a cessé d'exhorter ses congénères à suivre son exemple en faisant instruire leurs enfants.

♥ A ma mère, pour son soutien moral et ses précieuses prières qui ont été ma grande source de motivation.

♥ A mon épouse, pour sa patience, sa compréhension et sa remarquable habileté dans la gestion quotidienne de la famille durant toute mon absence.

♥ A mes deux enfants, Sérgio et Ernesto, pour leur discipline et pour avoir toléré mon absence et accepté de se passer momentanément de la précieuse et bienveillante direction d'un père qui les aime bien.

♥ A Monsieur Francisco Benante, Président de l'Assemblée Nationale de la Guinée-Bissau, pour son encadrement de toujours et son apport inestimable dans ma formation politique et intellectuelle. Soyez-en assuré de ma fidélité et de ma reconnaissance.

♥ A mon ami François Basse, compagnon de lutte juvénile, pour ses encouragements et la confiance placée en moi.

♥ A mon oncle Pedro Correia, pour son appui financier durant mes études secondaires et universitaires. Je trouve ici l'occasion de lui exprimer ma profonde gratitude.

♥ A mon jeune frère, Augusto, pour son aide inestimable dans la résolution des problèmes de la vie quotidienne et pour l'encadrement de ma famille durant mon absence.

♥ A mon cousin Júlio Correia, pour notre complicité dans la vie professionnelle et civile et pour ses chaleureux encouragements et son soutien moral.

♥ A Monsieur Malam Mané, Ex-Ministre des affaires Etrangères et Ex-Secrétaire d'Etat à la Coopération Internationale pour m'avoir proposé à cette formation.

♥ A Monsieur Augusto Costa, Responsable du Programme de Renforcement des Capacités à la Primature, pour avoir soutenu ma candidature à cette formation.

♥ A Messieurs, Marcelo Pedro d'Almeida et Bacar Jante et à toute l'équipe de la Cellule d'Appui à la Formation pour avoir retenu ma candidature et facilité ma vie de stagiaire à l'IDEP en acceptant de satisfaire mes demandes dès lors que ces dernières sont fondées.

♥ Enfin, à tous mes camarades de promotion, pour le climat merveilleux de concorde et de collaboration entretenu tout au long de notre séjour à l'IDEP. Je ne vous oublierai jamais car je me rappellerai toujours de nos blagues et de nos quolibets mutuels.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier très sincèrement et du fond de mon cœur tout le personnel de l'IDEP pour l'accueil chaleureux, la disponibilité et la collaboration très franche dont nous stagiaires avons bénéficié durant notre formation.

Mes remerciements vont particulièrement à Paulette DIENE et à Charles H. BARA de la Bibliothèque, pour leur disponibilité et coopération. Au Professeur Aloysius Ajab AMIN, à Monsieur Tharcisse NTILIVAMUNDA et à Madame Aïssatou SANGHARE, tous de la Division Formation pour leur suivi assidu et rigoureux et pour leur contribution très pertinente à la réalisation de ce travail de recherche.

Mes compliments à Monsieur Mouhamadou Bamba DIOP de la Division Recherche pour son soutien moral et technique dans l'élaboration de ce mémoire.

Mes remerciements les plus sincères vont à Docteur Bacary F. DOUCOURE pour la qualité de sa supervision. Je reconnais avoir bénéficié de ses précieux conseils et de sa rigueur scientifique. Qu'il veuille trouver ici, le témoignage de ma haute et fraternelle gratitude. J'espère que cette collaboration continuera après l'achèvement de ma formation à l'IDEP.

Je n'oublie pas le Docteur Diéry SECK, Directeur de l'IDEP pour l'encadrement permanent dispensé et les conseils pleins d'émotion, adressés à nous stagiaires, au cours des différentes réunions de concertation tenues tout au long de notre formation.

Pour la qualité de l'interprétation, mes remerciements vont également aux membres du Service des Conférences et de l'Interprétation. Que Messieurs James ARTHUR, Wilfred AMOAKO et Mamadou SY veuille trouver, à travers ces remerciements, l'expression de ma très haute et fraternelle reconnaissance.

ABSTRACT

Africa inherited a very low level of development of its economy at the dawn. Therefore, to cope this belatedness, the new economic policy officials responsible for the design and implementation of economic policies opted for the accelerated growth strategy which demands vast investment programmes. But given the insufficiency of internal savings, the result of low revenues, African countries in general and UEMOA in particular resorted to massive external indebtedness to finance their economic growth.

This study is aimed at describing the impact of external indebtedness on economic growth in UEMOA countries from a model using panel data for the period 1972-2001. The econometric results made it possible to arrive at the conclusions below:

1. The conditional convergence hypothesis is not proved;
2. Investment is the engine of economic growth in UEMOA countries;
3. The external indebtedness ratio symbolized the external debt service on GDP and population increase have a negative effect on growth, while export revenues have a positive impact on this same growth.

Finally, a « sustainable » external debt and massive investment policy geared towards the profitable sectors of the economy, particularly the primary sector, are necessary in order to overcome the current obstacles to economic development. The same can be said of an export promotion and inflation and population control policy.

RESUME ANALYTIQUE

Dès l'acquisition de l'indépendance, les nouvelles autorités africaines, chargées de mener la bataille du développement économique et social, se sont vite rendues compte que les infrastructures d'équipement et de production léguées par le colonisateur étaient insuffisantes pour amorcer un quelconque décollage économique. Ainsi, les performances des différentes économies mesurées par le niveau du taux de croissance réel du PIB étaient si médiocres qu'une réorientation des stratégies et politiques de développement économique s'avéraient nécessaire et urgente.

C'est dans ce sillage que la stratégie de la croissance accélérée a été expérimentée dans le but de rattraper les pays occidentaux dits développés et qui se présentent comme une référence en matière de croissance. Ainsi, à partir des années 1970, des sommes colossales ont été empruntées par les pays en développement en général et africains en particulier pour satisfaire un désir d'investissement intensif destiné à réaliser des taux de croissance forte du produit intérieur brut (PIB). L'objectif final étant d'aboutir à une croissance économique accélérée de ces pays pour combler le déficit de développement qui les maintient dans un état de pauvreté inquiétant.

Cependant, entre le besoin d'investissement dégagé et nécessaire, compte tenu des objectifs de croissance accélérée, et les ressources internes disponibles le fossé est immense. La seule issue de secours est le recours à l'endettement extérieur pour combler le déficit de capitaux propres nécessaires au financement du développement économique.

Mais, en dépit de cet endettement extérieur massif, les pays africains en général et ceux de l'UEMOA en particulier ont maintenu des performances économiques médiocres. Cette constatation est d'autant plus inquiétante que ces derniers, dans leur globalité, renferment des potentialités économiques inestimables et quasi-inépuisables. Mais alors, quel est l'impact réel de ces flux financiers externes qui ont été déversés, comme investissement d'équipement ou de production, sur les économies des pays membres de l'UEMOA ?

La réponse à cette épineuse question constitue l'objectif de cette étude. Elle s'appuie sur un modèle utilisant des données de panel sur la période 1972-2001, afin d'identifier la nature de l'impact de l'endettement extérieur sur la croissance économique.

La revue de la littérature aussi bien théorique qu'empirique a permis d'arriver à la conclusion qu'un endettement extérieur excessif pénalise la croissance économique. Elle a également révélé que l'investissement a été le moteur de la croissance économique dans les pays immatures, c'est-à-dire, en développement).

Les résultats de l'estimation économétrique de notre modèle font apparaître qu'en moyenne, le ratio encours de la dette extérieure sur le PIB de la période précédente est positivement corrélé au PIB. Il en est de même du taux de croissance des recettes d'exportation. Le ratio service de la dette extérieure sur le PIB influence négativement le PIB ainsi que le taux de croissance de la population et le taux d'inflation.

Les recommandations de politiques économiques comme solution au problème diagnostiqué s'énoncent donc comme suit :

- appliquer une politique d'endettement « soutenable » qui favorise le maintien d'un taux d'endettement extérieur raisonnable ;
- élaborer une politique qui favorise l'accroissement des investissements ;
- concevoir et exécuter une politique de promotion et de diversification des exportations par une mise en valeur plus accrue du secteur primaire ;
- maîtriser l'inflation et la croissance démographique.

L'initiative PPTE, destinée à rendre soutenable la dette de ces pays, n'ayant encore eu aucun impact positif sur leur économie, ils doivent compter sur la réussite de ces politiques pour éradiquer la pauvreté.

TABLE DES MATIERES

	Pages
DEDICACES	II
REMERCIEMENTS	IV
RESUME	
RESUME ANALYTIQUE	VI
CHAPITRE I: INTRODUCTION GENERALE.....	1
1.1 - GENERALITES.....	1
1.2 - PROBLEMATIQUE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE.....	2
1.2.1 - <i>Nature du problème</i>	2
1.2.2 - <i>Justification de l'étude</i>	4
1.3 - OBJECTIFS DE L'ETUDE ET HYPOTHESES.....	5
1.3.1 - <i>Objectifs</i>	5
1.3.2 - <i>Hypothèses de l'étude</i>	5
1.4 - ORGANISATION DU TRAVAIL	6
CHAPITRE II: ESPACE UEMOA : POTENTIALITES ECONOMIQUES ET ENDETTEMENT EXTERIEUR	7
2.1 - POPULATION ET NIVEAU DE DEVELOPPEMENT HUMAIN	9
2.2 - POTENTIALITES ECONOMIQUES ET EVOLUTION RECENTE DES ACTIVITES DE PRODUCTION	12
2.2.1 - <i>Potentialités économiques</i>	13
2.2.2 - <i>Evolution récente des activités de production</i>	17
2.3 - ENDETTEMENT EXTERIEUR ET STRATEGIES D'ALLEGEMENT DE LA DETTE	19
2.3.1 - <i>Structure et poids de l'endettement extérieur</i>	19
2.3.2 - <i>Bilan de l'initiative PPTE dans les pays bénéficiaires de l'UEMOA</i>	20
CHAPITRE III: REVUE DE LA LITTERATURE	25
3.1 - LA REVUE DE LA LITTERATURE THEORIQUE	25
3.1.1 - <i>Endettement et croissance économique dans la littérature économique théorique</i>	25
3.1.2 - <i>La littérature théorique sur les déterminants de la croissance économique</i>	30
3.2 - REVUE DES TRAVAUX EMPIRIQUES	32
3.2.1 - <i>Travaux empiriques sur la nature du lien entre endettement extérieur et croissance économique</i>	32
3.2.2 - <i>Travaux empiriques sur les déterminants de la croissance économique</i>	38
CHAPITRE IV: METHODOLOGIE, RESULTATS ET INTERPRETATION.....	40
4.1 - SPECIFICATION DU MODELE D'ANALYSE	40
4.2 - SOURCE DES DONNEES	43
4.3 - TECHNIQUE D'ESTIMATION.....	43
4.4 - RESULTATS ECONOMETRIQUES.....	46
4.5 - INTERPRETATION DES RESULTATS	47
4.5.1 - <i>Le revenu initial par habitant</i>	47
4.5.2 - <i>Le Ratio encours total de la dette extérieure sur le PIB décalé (en %)</i>	48
4.5.3 - <i>Le ratio investissement intérieur brut sur le PIB (en %)</i>	49
4.5.4 - <i>Le taux réel de croissance des recettes d'exportation</i>	49
4.5.5 - <i>Le ratio service de la dette extérieure sur le PIB</i>	49
4.5.6 - <i>Le taux de croissance de la population</i>	50
4.5.7 - <i>Le taux d'inflation</i>	50
CHAPITRE V: RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ET CONCLUSION GENERALE	52
5.1 - RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE	52

5.1.1 - Formulation et application d'une politique d'endettement « soutenable »	52
5.1.2 - Politique d'intensification des investissements et leur orientation prioritaire vers les secteur porteurs de l'économie	53
5.1.3 - Politique de promotion et de diversification des exportations.....	54
5.1.4 - Définition d'une politique de population.....	55
5.1.5 - Poursuite de la politique de maîtrise de l'inflation.....	55
5.2 - CONCLUSION GENERALE.....	55
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	57
ANNEXES	61

LISTE DES FIGURES, GRAPHIQUES, TABLEAUX ET ANNEXES

Pages

A. FIGURES

FIGURE 1: CARTE DES PAYS MEMBRES DE L'UEMOA	9
FIGURE 2: LES MECANISMES DE LA SUBSTITUTION PROGRESSIVE DE L'EPARGNE LOCALE AUX FLUX EXTERIEURS DE CAPITAUX	27

B. GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1: : SUPERFICIE DES PAYS MEMBRES DE L'UEMOA	10
GRAPHIQUE 2: POPULATION DES PAYS MEMBRES DE L'UEMOA	11
GRAPHIQUE 3: SUPERFICIE DE LA TERRE ARABLE DANS LES PAYS DE L'UEMOA	11

C. TABLEAUX

TABLEAU 1: CLASSEMENT DES PAYS DE L'UEMOA PAR ORDRE D'IDH (2003).....	12
TABLEAU 2: COMPTES NATIONAUX DE L'UEMOA (MILLIARDS DE F CFA COURANTS).....	18
TABLEAU 3: STRUCTURE ET POIDS DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'UEMOA (ENCOURS EN MILLIONS DE USD) ..	20
TABLEAU 4: INDICATEURS DE DETTE (EN POURCENTAGE).....	20
TABLEAU 5: LES QUATRE STADES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS.....	26
TABLEAU 6: LISTE DES VARIABLES EXPLICATIVES ET DES SIGNES ATTENDUS	43
TABLEAU 7: RESULTAT DE LA REGRESSION.....	46
TABLEAU 8: TABLEAU RECAPITULATIF DES COEFFICIENTS DES VARIABLES DU MODELE.....	47

D. ANNEXES

ANNEXE 1: TABLEAU DES DONNEES SUR LE PIB (EN LOGARITHMES)	62
ANNEXE 2: DONNEES SUR LE RATIO ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE SUR LE PIB (EN LOGARITHMES)	65
ANNEXE 3: DONNEES SUR LE REVENU INTERIEUR BRUT PAR HABITANT (EN LOGARITHMES).....	66
ANNEXE 4: DONNEES SUR LE RATIO SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE SUR LE PIB (EN LOGARITHMES).....	67
ANNEXE 5: DONNEES SUR LE TAUX DE CROISSANCE DE LA POPULATION	68
ANNEXE 6: DONNEES SUR LE TAUX REEL DE CROISSANCE DES EXPORTATIONS.....	69
ANNEXE 7: DONNEES SUR LE TAUX D'INFLATION	70
ANNEXE 8: DONNEES SUR LE TAUX D'INVESTISSEMENT OU RATIO INVESTISSEMENT SUR PIB (EN LOGARITHMES) 71	
ANNEXE 9: RESULTAT DE L'ESTIMATION DU MODELE	72
ANNEXE 10: RESULTAT DE L'ESTIMATION DU MODELE	73
ANNEXE 11: STATISTIQUE DESCRIPTIVE DES SERIES.....	74
ANNEXE 12: SIMULATIONS.....	75

SIGLES ET ABREVIATIONS

PIB: Produit Intérieur Brut

PPTE: Pays Pauvres Très Endettés

UEMOA: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

BCEAO: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

IDE: Investissement Direct Etranger

APD: Aide Publique au Développement

FMI: Fonds Monétaire International

CFA: Communauté Financière Africaine

PNB: Produit National Brut

USD: Dollar des Etats-Unis d'Amérique

Ha : hectare

BAD: Banque Africaine de Développement

BOAD: Banque Ouest Africaine de Développement

BADEA: Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique

BCEAO: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

PPTE: Pays Pauvres Très Endettés

DSRP: Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté

SRP: Stratégie de Réduction de la Pauvreté

RCI: République de Côte d'Ivoire

ARECA: Autorité de Régulation du Coton et de l'Anarcade

G 7: Groupe des 7 pays les plus industrialisés du monde

CHAPITRE I: INTRODUCTION GENERALE

1.1 - Généralités

Le fardeau de la dette est l'un des principaux obstacles au progrès économique et social. Pour avoir été très longtemps confinée au rôle de pourvoyeuse de matières premières pour l'industrialisation de la Métropole, l'Afrique n'a pas réussi son décollage économique, à la veille de son indépendance.

Sa dette est donc née de sa volonté de réduire le fossé excessivement profond qui la sépare des pays nantis en matière de niveau de développement économique et social. La croissance économique accélérée a donc été adoptée comme stratégie de développement pour combler rapidement le retard de l'Afrique. Cette croissance exige la mise en œuvre de vastes programmes d'investissement qui, pour le cas de l'Afrique, concerne non seulement le développement du secteur industriel mais aussi la mise en valeur des immenses potentialités décelées dans le secteur primaire et la mise en place d'une infrastructure de base nécessaire au déploiement des activités économiques.

Bloqués par la faiblesse de leurs revenus, conséquence du sous-développement de leur économie, et par le déficit chronique de leurs finances publiques comme également de leurs balances des paiements courants, les pays africains se sont trouvés dans l'impossibilité de compter sur leurs propres ressources financières pour financer la croissance. De surcroît, l'investissement direct étranger (IDE) et l'aide publique au développement (APD), composante «dons», ont été insuffisants pour insuffler un quelconque développement économique.

Cette situation d'insuffisance de l'épargne intérieure, tant publique que privée, a donc conduit les pays africains à recourir à l'endettement pour construire leur économie ou augmenter le potentiel de production des installations déjà existantes. C'est ainsi qu'au cours des trente dernières années, ces pays ont bénéficié de prêts considérables, souvent assortis de conditions très concessionnelles. Ces montants devaient favoriser leur décollage économique rapide.

Mais face à la dégradation de l'environnement économique international, caractérisé par la fluctuation des taux de change, par la détérioration des termes de l'échange, et spécialement ceux des matières premières, et par la hausse des taux d'intérêt, la dette de l'Afrique a atteint

aujourd'hui des sommets si élevés qu'elle est devenue un frein à son développement et son remboursement quasiment hypothétique. Comme les autres pays en développement, l'ensemble UEMOA traîne une lourde dette qui handicape sa croissance.

Ainsi, selon Koné (2002), la dette totale de l'Afrique qui était en moyenne de 318,7 milliards de USD entre 1990 et 1998 a connu une hausse en 1999 en s'établissant à 337,2 milliards de USD, soit 61,4 % de son PIB total ou 225,3 % de l'ensemble de ses exportations. Selon toujours le même auteur, la dette totale des pays de l'Afrique de l'Ouest était estimée en 1999 à 70 milliards de USD après avoir culminé en 1995 à 77,28 milliards de USD. Pour alléger le fardeau de la dette des pays pauvres lourdement endettés, le FMI et la Banque Mondiale ont donc lancé, au milieu des années 90, une initiative en faveur de ces derniers. Le but de cette initiative, dénommée initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE), devait ramener leur dette à des proportions viables.

Cette étude s'applique aux pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) qui est une organisation d'intégration économique et monétaire regroupant 8 pays de la sous région. Elle a vu le jour le 10 janvier 1994 et a pour objectif principal de favoriser le développement économique et social des pays membres par l'application de stratégies et politiques communes.

1.2 - Problématique et justification de l'étude

1.2.1 - Nature du problème

Il faut reconnaître que depuis les années 80, l'environnement économique international s'est tellement détérioré qu'il a entraîné une crise financière sans précédent au niveau des pays de l'UEMOA. Cette crise financière a perturbé leur situation macroéconomique caractérisée par des déséquilibres internes mais aussi et surtout externes et par le problème de l'endettement qui était devenu une équation complexe pour les responsables des politiques de développement.

La diminution de l'aide publique au développement et le faible attrait des investisseurs directs étrangers pour l'Afrique ont contribué au tarissement des sources traditionnelles de financement extérieur du développement. Cette situation a obligé les gouvernements des pays membres de l'UEMOA à modifier le cadre de leurs politiques économiques et à réviser leur

mode de financement public. Au plan macroéconomique, il apparaît un ralentissement du taux de croissance, une balance des paiements déficitaire, une détérioration des termes de l'échange, un déficit budgétaire récurrent, un endettement excessif et un service de la dette insupportable par rapport aux ressources financières disponibles. Les conséquences découlant de cette situation apparaissent immédiatement. Elles sont matérialisées par la détérioration du solde des paiements courants, par la faiblesse de l'épargne intérieure et par une accumulation des arriérés de paiement dus au titre du service de la dette extérieure.

Confrontés aux déséquilibres financiers, à la montée de l'endettement et à la stagnation de la production, les pays de l'UEMOA ont été contraints par le FMI et la Banque Mondiale à privilégier les politiques de stabilisation et d'ajustement par rapport aux politiques de développement et aux plans à moyen terme. L'approche en termes d'ajustement structurel est tout naturellement devenue dominante quand il fut impossible de nier le gaspillage des ressources attachées à une politique d'investissement incontrôlée, la faible productivité de l'économie et l'intervention trop forte de l'Etat dans l'activité économique.

Ainsi, dans tous les pays de l'UEMOA, les programmes d'ajustement structurel, tendant à rétablir les équilibres budgétaires et des paiements extérieurs, ont été mis en œuvre avec l'assistance technique et financière des institutions de Bretton Woods, sur la période allant de 1980 à 1991: Bénin (1989), Burkina Faso (1991), Côte d'Ivoire (1981), Guinée-Bissau (1981), Mali (1982), Niger (1983), Sénégal (1980) et Togo (1981). En même temps, des réformes de structures sont instaurées dans le but de créer les conditions d'une reprise de la croissance. Cependant, les instruments de l'ajustement structurel, largement inspirés par la théorie économique dominante: l'approche monétaire de la balance des paiements et l'approche de l'absorption n'ont pas produit des résultats probants sur le rétablissement de la croissance.

Sur le plan social, il apparaît une pauvreté grandissante avec une proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté variant entre 50 et 70% de la population, surtout en milieu rural. La crise s'est manifestée par la montée du chômage et la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs, provoquant des revendications syndicales répétées et surtout par une baisse de l'offre des services éducatifs, de santé et d'assainissement, conséquence de la baisse des investissements dans ces secteurs.

Aussi, en dépit d'un lourd endettement, conséquence de la carence des ressources internes destinées au financement des programmes de développement économique et social, les pays de l'UEMOA sont toujours restés en marge du décollage économique.

De ce fait, il est légitime de se poser un certain nombre de questions dont les réponses pourraient apporter quelques éclairages sur la problématique de l'endettement extérieur dans la zone UEMOA:

- 1- Quels sont les facteurs qui déterminent la croissance économique à long terme dans les pays de l'UEMOA?
- 2- Quel est l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique dans ces pays?
- 3- Quels sont la structure et l'ampleur de l'endettement extérieur dans les pays de l'UEMOA?
- 4- Pourquoi les importants flux financiers obtenus grâce à l'endettement n'ont pas favorisé le décollage économique des pays membres de l'UEMOA?
- 5- Quel impact l'allègement de la dette extérieure des pays de l'UEMOA, au titre de l'initiative PPTE, a-t-il eu sur leur croissance économique ?

Nous allons nous efforcer de répondre à ces questions à partir d'un échantillon regroupant les données du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo. La Guinée-Bissau ne fera pas partie du panel pour non disponibilité de données. Nous allons également, dans le cadre de notre travail de recherche de l'impact de l'endettement sur la croissance économique des pays de l'UEMOA, négliger la dette interne et la dette privée, c'est-à-dire, celle contractée auprès d'institutions privées de financement du développement telles que les banques commerciales.

1.2.2 - Justification de l'étude

Ce travail de recherche se justifie par le fait que depuis plusieurs années déjà, l'attention des décideurs économiques s'est focalisée sur l'ampleur de l'endettement et sur les effets que cet endettement produit sur les politiques et stratégies de développement au sein des pays membres de l'UEMOA. De nombreuses études empiriques existent sur la question mais elles sont le plus souvent consacrées à un pays ou à un groupe de pays, rarement à une zone d'intégration dont les économies sont censées présenter des caractéristiques homogènes.

Au-delà de cette considération, une recherche d'une telle nature est toujours à encourager car la problématique de l'endettement occupe une place de choix dans les schémas de stabilisation et de relance de la croissance, schémas proposés par le FMI et la Banque Mondiale après les crises récurrentes qui ont émaillé l'histoire des relations économiques internationales.

Toutes les stratégies d'allègement et de restructuration de la dette n'ont jusqu'à présent pas réussi. Ces stratégies vont du rééchelonnement à l'initiative PPTE en passant par les conversions de dettes en prises de participation et par la titrisation de la dette. Enfin, un projet de recherche n'est jamais de trop car les résultats auxquels il va aboutir et les recommandations qui vont en découler seront une contribution positive au développement de la connaissance en général.

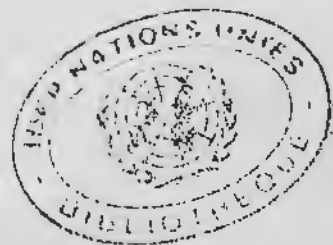
1.3 - Objectifs de l'étude et hypothèses

1.3.1 - Objectifs

L'objectif principal de cette étude est donc de déterminer l'impact de l'endettement extérieur sur la croissance économique dans les pays de l'UEMOA. Les résultats d'un tel exercice permettront de formuler des axes de politique économique pour une meilleure maîtrise de la problématique de l'endettement dans ces pays. De façon plus spécifique, ce travail va nous permettre de mettre en évidence les déterminants de la croissance économique et également de faire le bilan de l'initiative PPTE dans l'espace UEMOA.

1.3.2 - Hypothèses de l'étude

L'endettement est né du besoin de combler le déficit qui découle du manque de ressources internes par rapport à la nécessité de financer les programmes d'investissement pour favoriser la croissance. La détermination de l'impact de l'endettement extérieur sur la croissance économique met en œuvre des variables macroéconomiques (revenu, PIB, taux d'investissement), d'endettement extérieur (ratio service de la dette extérieure sur le PIB, ratio service de la dette extérieure sur les recettes d'exportation), de population (taux de croissance démographique) et de qualité de l'environnement macroéconomique (taux d'inflation). Il s'agit de tester ici, à travers notre modèle d'analyse, les hypothèses suivantes:



Hypothèse 1 : L'investissement a un effet positif sur la croissance économique. L'investissement accroît la capacité de production de l'économie et donc provoque une augmentation du PIB.

Hypothèse 2 : Le surendettement extérieur a un impact négatif sur la croissance économique. En effet, le remboursement de la dette extérieure prive l'économie nationale de ressources financières qui devraient être investies.

Hypothèse 3 : Les recettes d'exportation agissent positivement sur la croissance économique. Les recettes en devises permettent de financer de nouveaux investissements qui favorisent à leur tour la croissance du PIB.

Hypothèse 4 : L'augmentation de la population influence négativement l'accroissement du PIB et donc la croissance économique.

1.4 - Organisation du travail

Ce travail de recherche comprend cinq chapitres. Dans un premier chapitre intitulé introduction générale, nous faisons l'exposé de la problématique, de la justification, des objectifs et hypothèses de notre étude. Le deuxième chapitre traite des potentialités économiques et de l'endettement extérieur dans l'espace UEMOA. Le troisième chapitre a trait à la revue de la littérature. Le quatrième chapitre se penche sur la méthodologie et sur les résultats auxquels la recherche a abouti ainsi que leur interprétation. Enfin, le cinquième chapitre est relatif aux recommandations de politiques économiques et à la conclusion générale.

CHAPITRE II: ESPACE UEMOA : POTENTIALITES ECONOMIQUES ET ENDETTEMENT EXTERIEUR

L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine représente un vaste espace économiquement et monétairement intégré. Elle regroupe huit pays de l'Afrique de l'ouest: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. L'UEMOA a été instituée par le traité du 10 janvier 1994, en remplacement de l'UMOA créée en 1962. Le passage de l'UMOA à l'UEMOA a été inspiré par la dévaluation du Franc CFA de 1994. Après cet évènement d'une extrême importance dans le domaine de la coopération monétaire entre la France et ses anciennes colonies, les Chefs d'Etat de la zone ouest africaine ont senti la nécessité d'ajouter les aspects économiques aux aspects monétaires dont l'UMOA avait fait sa principale préoccupation au lendemain de sa création en 1962.

Cette préoccupation procède de la volonté des dirigeants ouest africains de renforcer leur coopération aussi bien économique que politique afin de faire face plus efficacement aux aléas de l'environnement économique international. L'idée est également de renforcer la solidarité entre les Etats dans tous les aspects économiques et sociaux dans le but de mieux tirer parti des bienfaits de l'intégration économique. Pour réaliser cette intégration au double plan économique et monétaire, l'UEMOA s'est assignée, par son traité constitutif, cinq objectifs principaux:

- 1- le renforcement de la compétitivité des activités économiques et financières des Etats;
- 2- la convergence des performances et des politiques économiques des Etats, par l'institution d'une procédure de surveillance multilatérale;
- 3- la création d'un marché commun basé sur la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux et le droit d'établissement ainsi que sur un tarif extérieur commun et une politique commerciale commune;
- 4- la coordination des politiques sectorielles nationales, par la mise en œuvre d'actions communes et éventuellement de politiques communes dans les principaux domaines de l'activité économique;
- 5- l'harmonisation des législations des Etats membres dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché commun.

L'un des objectifs du Traité de l'UEMOA est d'assurer la convergence des politiques et performances économiques des Etats membres dans le cadre d'un exercice de surveillance multilatérale. A cet égard, le Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité adopté en décembre 1999 fixe à fin 2002, l'échéance de la convergence et l'entrée en phase de stabilité dès le 1er janvier 2003. Les critères de ce Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité entre les Etats membres de l'UEMOA sont les suivants:

a)- Critères de premier rang:

- le ratio du solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (critère clé) devrait être supérieur ou égal à 0 en 2005;
- le taux d'inflation annuel moyen devrait être maintenu à 3 % au maximum par an ;
- l'Etat ne doit pas accumuler d'arriérés de paiements ni intérieurs ni extérieurs sur la gestion de la période courante. D'ici 2005, les Etats devraient éliminer les stocks d'arriérés existants ;
- le ratio encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal ne devrait excéder 70 % en 2005.

b)- Critère de second rang :

- le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales ne devrait pas excéder 35 % en 2005 ;
- le ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales devrait atteindre au moins 20 % ;
- le ratio du solde extérieur courant hors transferts publics par rapport au PIB nominal devrait être supérieur ou égal à -5 % ;
- le taux de pression fiscale devrait être supérieur ou égal à 17 %.

2.1 - Population et niveau de développement humain

FIGURE I: CARTE DES PAYS MEMBRES DE L'UEMOA



L'UEMOA est donc un vaste espace regroupant huit pays, tous situés en Afrique de l'ouest. Elle couvre une superficie de 3 505 326 km² pour une population totale estimée, en 2003, à 74,3 millions d'habitants ⁽¹⁾. L'ensemble de l'espace présente une variété de climats dominée par le type tropical et soudanien. La végétation est également variée et selon les pays on rencontre communément la savane (dans les pays sahéliens comme le Sénégal, le Mali et le Niger, etc...), ou la forêt (essentiellement en Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau).

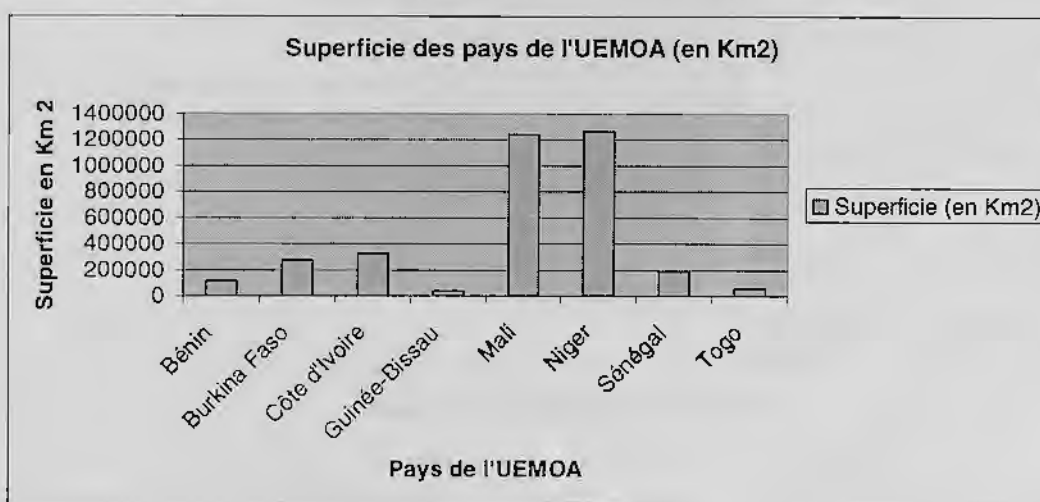
La population est inégalement répartie selon les pays et selon les zones de peuplement. Les zones côtières et les parties propices au développement des activités agricoles sont les plus peuplées. Ainsi, la Côte d'Ivoire qui se hisse à la 3^{ème} place de par sa superficie (322 462 km²), vient en tête du classement si l'on considère sa population (19,9 millions d'habitants). La suprématie de la Côte d'Ivoire en termes de peuplement s'explique par le fait qu'elle renferme d'immenses potentialités en ressources naturelles et agricoles. Le Niger (1 267 000

⁽¹⁾ Les données sur la population et la superficie des Etats membres sont extraites des statistiques du Secretariat de la Commission de l'UEMOA

Km² pour une population de 11,4 millions d'habitants) et le Mali (1 240 192 Km² et 11,7 millions d'habitants), qui sont les deux pays les plus vastes de la zone, dépassent à peine le Sénégal qui totalise une population de 9,9 millions d'habitants pour une superficie représentant 1/6 de celle du Niger. Le Burkina Faso dont la population (11,9 millions d'habitants) dépasse légèrement celle du Mali alors que son territoire ne couvre que 1/4 de celui de ce dernier. En effet, la majeure partie du territoire malien et nigérien est constituée par une zone désertique peu propice à l'agriculture et où l'élevage se développe avec d'énormes difficultés à cause de la rareté de l'eau. Il est donc normal que ces zones soient moins peuplées que les parties plus arrosées de la sous région Afrique de l'ouest.

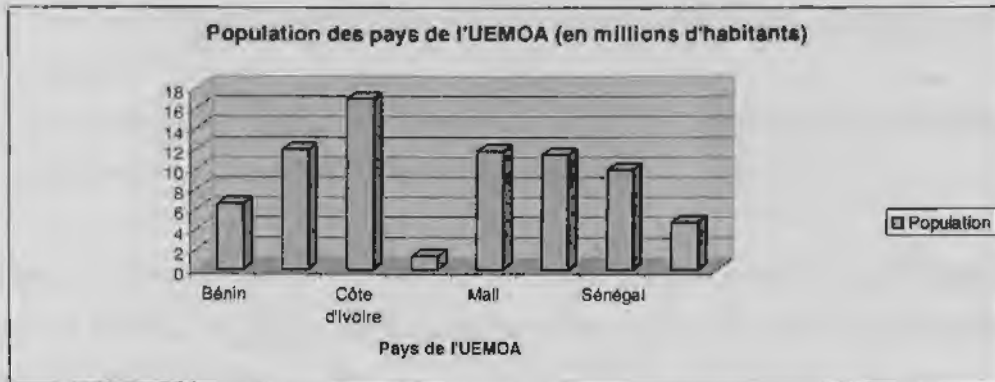
Les données disponibles sur les terres arables, c'est-à-dire, les terres cultivables, montrent que les pays disposent de vastes zones de culture où les activités de production en général et agricoles en particulier peuvent être pratiquées.

GRAPHIQUE 1 : SUPERFICIE DES PAYS MEMBRES DE L'UEMOA



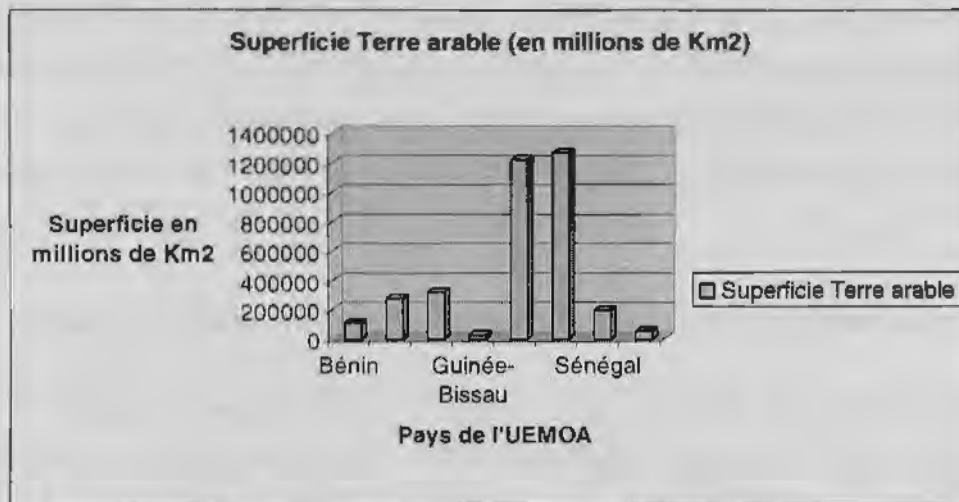
Source: Secrétariat de l'UEMOA

GRAPHIQUE 2: POPULATION DES PAYS MEMBRES DE L'UEMOA



Source: Secrétariat de l'UEMOA

GRAPHIQUE 3: SUPERFICIE DE LA TERRE ARABLE DANS LES PAYS DE L'UEMOA



Source: Secrétariat de l'UEMOA

En matière de développement humain, l'ensemble des pays de la zone est très mal classé. La faiblesse de l'indicateur de développement humain (IDH), dans cette partie de l'Afrique reflète la persistance de la pauvreté. L'IDH a comme objectif de mesurer le niveau de développement des pays, sans en rester simplement à leur poids économique mesuré par le PIB ou le PIB par habitant. Il intègre donc des données plus qualitatives. C'est un indicateur qui fait la synthèse (indicateur synthétique ou composite) de trois séries de données:

- la longévité et la santé, représentées par l'espérance de la vie à la naissance;

- l'instruction et l'accès au savoir, représentés par le taux d'alphabétisation des adultes (pour deux tiers) et par le taux brut de scolarisation, tous niveaux confondus (pour un tiers);
- la possibilité de disposer d'un niveau de vie décent, représentée par le PIB réel par habitant ajusté en parité de pouvoir d'achat (PPA)

Le tableau ci-dessous, utilisant les données tirées du rapport annuel sur le développement humain du PNUD, de l'année 2003, donne un aperçu du faible degré de développement humain des pays de la zone.

Le dernier classé au niveau des pays membres de l'UEMOA est le Niger (174^{ème}), sur le plan mondial, suivi par le Burkina Faso (173^{ème}) et le Mali (172^{ème}). On note que le Togo (141^{ème}), le Sénégal (156^{ème}) et le Bénin (159^{ème}) réalisent une performance meilleure que celle de la Côte d'Ivoire (161^{ème}), ce qui est paradoxal si l'on tient compte du rôle de locomotive de l'UEMOA que joue ce pays à cause de ses immenses potentialités économiques et humaines. La Guinée-Bissau (166^{ème}), qui est en proie à une instabilité politique et économique depuis 1998, se classe mieux que le Niger, le Burkina Faso et le Mali.

TABEAU 1: CLASSEMENT DES PAYS DE L'UEMOA PAR ORDRE D'IDH (2003)

Pays	Togo	Sénégal	Bénin	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Burkina Faso	Niger
Rang mondial	141	156	159	161	166	172	173	174

Source : Rapport annuel du PNUD sur le développement humain (2003)

2.2 - Potentialités économiques et évolution récente des activités de production

L'analyse des potentialités économiques de la zone va se focaliser sur le secteur primaire car il est de loin le secteur le plus important dans les différentes économies nationales.

Dans la zone UEMOA, comme partout dans les pays en développement, l'économie est dominée par le secteur primaire qui emploie et fait vivre une part très importante de la population. Ce secteur assure en plus, à l'Etat, la plupart de ses recettes en devise. Le secteur tertiaire, qui se développe au fur et à mesure que se multiplient les activités de production et

de distribution de la richesse nationale est le deuxième pôle en terme d'importance. Le secteur secondaire est peu développé dans l'espace UEMOA, comme il l'est d'ailleurs, partout dans les pays en développement en général et africains en particulier.

S'agissant de l'évolution récente de l'économie, des performances satisfaisantes ont été globalement enregistrées dans ce domaine au cours de la période allant de 2001 à 2003 et cela, malgré la conjoncture économique internationale défavorable couplée avec la crise politique et militaire survenue en Côte d'Ivoire depuis le 19 Septembre 2002 et la persistance de la sécheresse dans certains pays sahéliens

2.2.1 - Potentialités économiques

Poumon de l'économie des pays de la zone UEMOA, le secteur primaire est composé de l'agriculture, de l'élevage, de l'exploitation forestière et de l'extraction minière. Ainsi, en fonction de la situation géographique des pays de la zone, ces différents sous-secteurs sont plus ou moins développés.

a)- Au Bénin, l'agriculture est le principal secteur de l'économie. Elle emploie 64% de la population active et s'effectue sous forme d'exploitations appartenant à hauteur de 95% aux propriétaires privés. Actuellement, l'agriculture vivrière assure l'autosuffisance de la population. Les cultures vivrières (maïs, sorgho, fonio, mil, riz) fournissent l'essentiel des céréales consommées au Bénin. La production de manioc, d'igname et de patates douces est également en régulière augmentation. Le coton, les produits du palmier à huile et, dans une moindre mesure, l'arachide, le cacao, le café et le tabac constituent les cultures d'exportation.

L'élevage est constitué d'un cheptel composé de 1 402 000 bovins, 1 755 000 ovins et caprins, 234 000 porcins. Pour l'aviculture, on recense 9 716 000 volailles. En effet, le Bénin n'est pas un pays de tradition d'élevage comme par exemple le Mali ou le Burkina Faso. La forêt couvre environ 65 % du territoire. Les coupes, souvent abusives, concernent plus de 5 millions de tonnes de bois, soit 100 000 ha, consommés chaque année comme combustible.

La pêche, pratiquée par plus de 600 000 pêcheurs, est essentiellement artisanale et ne représente que 2 % du PIB et 5 % de la production des protéines animales consommées au Bénin.

Le potentiel minier se compose de 28 gisements et plus d'une centaine d'indices sérieux de minéralisation dont l'or, le calcaire, les argiles, le marbre, les pierres ornementales, le fer, les phosphates. Le potentiel énergétique, quant à lui, comprend le pétrole (1 700 barils/jour) et l'électricité.

b)- Au Burkina Faso, près de 75 % de la population sont composés d'agriculteurs, et les terres sont la propriété de l'Etat. L'agriculture est le véritable moteur de la croissance économique du Burkina Faso. Les cultures céréalières (mil, sorgho, maïs et riz) représentent 80 % des surfaces exploitées. Mais les cultures rentières demeurent plus productives, et avant tout, le coton, première ressource du pays. L'arachide est la deuxième culture de rente.

Le cheptel se compose de 4 500 000 bovins, 14 121 000 ovins et caprins, 563 000 porcins et pour l'aviculture, il y a 13 390 000 volailles. Pour la pêche, les productions annuelles avoisinent 7 000 tonnes pour des besoins estimés à 13 000 tonnes. D'où un déficit important de 6 000 tonnes pour satisfaire la demande locale en produits halieutiques. Pays sahélien, un inventaire des forêts du Burkina Faso a révélé qu'il ne reste que 880 000 ha de terres pour la production de bois. Le potentiel minier (manganèse, bauxite, cuivre et zinc) est assez important. Les gisements actuellement exploités sont les mines d'or et de phosphate. La production de l'or est à la fois industrielle, semi industrielle et artisanale.

c)- L'agriculture ivoirienne est de loin la plus florissante de la zone UEMOA. Elle est fondée sur les produits d'exportation tels que le café, le cacao, le coton, la banane et l'ananas. Des filières de diversification existent (sucre, palmier à huile, hévéas, riz, noix de cajou, noix de karité, mangues, oranges, haricot vert) mais n'occupent qu'une part très marginale sur le marché international. Les filières café et cacao emploient environ 700 000 planteurs et font vivre 4 à 5 millions de personnes. L'élevage, très marginal également comme activité de production, compte 1 180 000 bovins, 2 120 000 ovins et caprins, 382 000 porcins et 25 000 000 de volailles. La pêche fait figure d'exception dans l'économie ivoirienne. Elle ne satisfait que partiellement la demande locale (31 %) et nécessite donc des importations.

En matière de ressources sylvicoles, la Côte d'Ivoire comptait 15,6 millions d'hectares de forêts au début du siècle. Il n'en reste aujourd'hui que 2,9 millions dont 1,6 million est localisé en zone forestière et 1,3 million en zone de savane. La production minérale se compose d'or, de diamant, de nickel, de fer, et de pierres ornementales. La production

énergétique comprend le pétrole (622 000 tonnes par an), le gaz (réserves estimées à 77 milliards de m³), l'électricité (2 800 millions de GWh).

d)- En Guinée-Bissau, le secteur primaire est concentré sur la production de noix de cajou qui est la spécialité nationale. Le pays se classe au 6^{ème} rang mondial pour cette production. Les surfaces de plantations augmentent d'environ 10 % par an. Mais la campagne d'anacarde 2002/2003 a montré une régression de 13,6 %, pour s'établir à 71 900 tonnes alors qu'en 2001/2002, la production plafonnait à 83 200 tonnes. Les autres cultures de rente sont le coton et l'arachide dont les quantités produites annuellement sont très négligeables. Les cultures vivrières concernent essentiellement le riz qui est de loin la plus importante, le mil, le sorgho, le maïs et la petite douce.

L'élevage est une occupation marginale en Guinée-Bissau. La seconde activité génératrice de devises pour le budget de l'Etat est la pêche. Le volume des captures de poissons a été de 28 000 tonnes en 2002 (contre 28 200 en 2001), mais il existe une importante marge de progression compte tenu de la richesse exceptionnelle des eaux bissau-guinéennes. La Guinée-Bissau dispose de ressources minières (notamment phosphates et bauxite), mais l'exploitation de ces gisements, souvent enclavés, ne pourra intervenir que dans le cadre d'un aménagement global des régions concernées et d'une stabilisation durable de la situation politique.

e)- Au Mali, l'agriculture et l'élevage sont les piliers de l'économie. Mais l'activité agricole est trop dépendante de la pluie et des engrais. La production d'exportation est essentiellement constituée par le coton et l'arachide. Les autres productions sont le mil, le sorgho, le maïs, le riz, les fruits, les légumes. Deuxième activité importante dans le secteur primaire, l'élevage malien a produit un cheptel composé de 4 703 000 bovins, 11 055 000 ovins et caprins. L'aviculture est constituée par 22 000 000 de volailles. La pêche, pratiquée dans la boucle du fleuve Niger, emploie environ 100 000 personnes et produit, en moyenne par année, 100 000 tonnes dont au moins 20 000 sont exportées vers les pays voisins. L'industrie extractive se compose de phosphates, de bauxite, de manganèse, de marbre et d'or

f)- L'agriculture nigérienne est concentrée au sud du pays sur une bande large de 200 Km traversant le pays d'est en ouest. Elle occupe 87 % de la population. Les principales productions portent sur les cultures vivrières (mil, sorgho, riz, maïs). Les cultures de rente

sont le coton, l'arachide, le niébé. Les cultures maraîchères ou de contre saison sont l'oignon, l'ail, le poivron, la tomate. Le cheptel compte 2 100 000 bovins et 10 000 000 d'ovins et caprins. Le Niger dispose d'un potentiel minier important et diversifié et vit essentiellement de ses ressources minières. En plus de l'uranium, ses principales ressources sont: le charbon, la cassitérite, le phosphate, le fer, l'or, le pétrole, le sel.

g)- Au Sénégal, l'agriculture ne contribue qu'en moyenne pour 10 % dans le PIB mais elle fait vivre environ 60 % de la population. Elle reste très dépendante des aléas climatiques. Les principales productions dérivées de l'agriculture sont: le maïs, le mil, le sorgho, le haricot, le niébé, le riz paddy, le manioc, la pastèque, l'arachide, le coton graine. L'élevage contribue à hauteur de 30 % dans le PIB du secteur primaire. On dénombre 2 829 000 bovins, 7 350 000 ovins et caprins, 16 656 000 volailles, 177 000 porcins.

La pêche, essentiellement maritime emploie 15 % de la population active. La pêche artisanale, de loin la plus importante, occupe environ 150.000 personnes et réalise jusqu'à 18 % des captures. La pêche industrielle se compose de chalutiers et de sardiniers.

Le potentiel minier repose sur les phosphates dont la production contribue à hauteur de 1,5 % de la production mondiale et de 3 % des exportations mondiales. Les réserves de diamants, de cuivre, d'or, de fer, de marbre diversifient le potentiel minier du pays

h)- L'agriculture togolaise assure globalement la sécurité alimentaire des Togolais. Le secteur rural fait vivre environ 80 % de la population. Les cultures sont diverses: mil, sorgho, maïs, manioc, ignames, café, cacao, karité. Le coton est la principale culture industrielle et le premier produit d'exportation agricole. Le Togo n'est pas un pays de forte tradition d'élevage et la production ne couvre qu'une faible partie des besoins. Actuellement, les Togolais consomment 15 kg de poissons par an et par personne, soit 4 fois plus que leur demande annuelle de viande. Trois grandes sociétés étrangères évoluant dans le secteur de la pêche se sont installées au Togo mais il faut souligner que cette activité est essentiellement pratiquée de façon artisanale.

Le phosphate et l'hydroélectricité sont les deux atouts industriels du Togo. Le phosphate représente plus de 40 % des recettes d'exportation. Les autres ressources minières sont: le marbre, les attapulgites, le manganèse, le calcaire, le fer, la tourbe. Le barrage hydroélectrique de Nangbéto, sur le fleuve Mono (réalisation conjointe du Bénin et du Togo) fournit entre le

quart et le tiers des besoins en électricité des deux pays. Ces deux pays dépendant pour 70 % de l'énergie électrique du Ghana.

2.2.2 - Evolution récente des activités de production

Regorgeant de potentialités immenses et variées, le secteur primaire devrait être un atout pour le développement économique et social des pays de l'UEMOA. Bien que les différentes stratégies et politiques de développement aient reposé sur la mise en valeur de ce secteur avant et depuis l'ère de l'intégration, il reste encore sous-exploité. Seuls des programmes d'investissement de grande envergure permettraient d'atteindre des taux de croissance élevés et favoriser un développement de l'économie dans son ensemble.

Le secteur primaire est resté quand même le principal moteur de la croissance au cours de la période 2001-2002, malgré une campagne agricole au bilan contrasté selon les Etats et les produits. En Guinée-Bissau, au Mali et au Sénégal, l'irrégularité et l'insuffisance des précipitations ont affecté le cycle de développement des cultures. Au Burkina Faso, au Niger et dans les pays du golfe de Guinée, les conditions climatiques plus favorables ont permis de réaliser de meilleures récoltes. En ce qui concerne les produits d'exportation, les performances ont été globalement satisfaisantes pour la plupart des cultures, à l'exception de l'arachide. Ainsi, après trois années consécutives de baisse, la production de café s'est redressée nettement du fait de l'augmentation de la récolte en Côte d'Ivoire, pendant la campagne agricole 2001-2002. La production de cacao a également progressé en raison de l'évolution favorable des cours et des prix attractifs payés aux agriculteurs. En revanche, la production d'arachide au Sénégal a régressé à cause des perturbations intervenues dans l'orientation de la filière à la suite du démantèlement de la Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux (SONACOS).

S'agissant du coton graine, alors qu'au Burkina Faso et au Togo, la collecte a progressé, la tendance inverse a été observée au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal. Au Mali, considéré comme le premier producteur de la sous-région, la baisse de la récolte s'explique par la réduction des surfaces emblavées. La production céréalière a reculé dans l'ensemble des pays, à l'exception de du Burkina Faso et du Niger. L'activité pastorale a poursuivi sa consolidation, en 2001-2002, à la faveur d'une demande soutenue. Pendant la période considérée, les productions minières ont augmenté, à l'exception de celle du diamant.

TABLEAU 2: COMPTES NATIONAUX DE L'UEMOA (MILLIARDS DE FCFA COURANTS)

Désignation	1999	2000	2001	2002
RESSOURCES	23 402,1	23 971,8	25 897,9	27 338,4
PIB (au prix du marché)	17 667,5	17 896,8	19 334,4	20 568,2
Importations de biens et services	5 724,6	6 075,5	6 563,5	6 770,2
EMPLOIS	23 402,1	23 971,8	25 897,9	27 338,4
Consommation finale	15 108,8	15 467,2	15 591,4	17 568,4
- dont publique	2 421,3	2 387,8	2 681,5	2 911,3
- dont privée	12 687,5	13 080,5	13 909,9	14 657,1
Formation brute de capital fixe	2 906,2	2 968,3	3 315,0	3 342,2
Exportations de biens et services	5 387,1	5 535,7	5 991,5	6 427,8
Epargne intérieure brute	2 568,7	2 428,5	2 743,0	2 999,8
Capacité (+) ou besoin (-) de finance.	-337,5	-539,8	-572,0	-342,4
Taux d'investissement (en %)	16,4	16,6	17,1	16,2
Variations (en %)				
Taux de croissance du PIB en volume	3,2	0,2	3,6	1,6
Déflateur du PIB (en moyenne)	0,7	1,0	4,2	4,7
Prix à la consommation en moyenne annuelle	0,2	1,8	4,1	2,9

Source : Banque de France – Rapport Zone franc – 2002

Individuellement, certains pays de la zone ont réalisé un taux de croissance économique acceptable au cours de l'année 2002. Cependant, globalement les performances restent médiocres car le taux de croissance du PIB en volume est de l'ordre de 1,1 %. Des efforts supplémentaires doivent être accomplis si les dirigeants des pays membres de l'UEMOA veulent sortir leurs populations de l'état de pauvreté qui les caractérise actuellement. En outre, l'économie de la sous région, dépendante de l'extérieur pour l'écoulement de ses produits primaires et son approvisionnement en biens d'équipement, reste soumise aux aléas de l'environnement macroéconomique international.

Indicateurs macroéconomiques de l'UEMOA (2002)

- ◆ Taux de croissance du PIB en volume 1,1 %
- ◆ PIB par habitant: 355 USD
- ◆ Répartition par secteur d'activité:

Indicateurs sociaux

	Primaire	Secondaire	Tertiaire
PIB (estimation)	37,6 %	19,3 %	43,1 %
Population active	72 %	7,3 %	20,7 %
◆ Espérance de vie (années):	47,3 %		
◆ Taux de mortalité infantile:	11 %		
◆ Taux d'alphabétisation des adultes:	41 %		
◆ APD reçue par habitant (versements nets):	29 USD		

Ces indicateurs globaux cachent d'énormes disparités si l'on fait une analyse désagrégée. Ainsi, au niveau du PIB, tandis que chaque Ivoirien dispose d'un PIB de 771 dollars, le Togolais n'a que 180 et le Bissau-Guinéen 150. De même, la répartition sectorielle du PIB marchand est inégale selon les pays. On remarque que 57 % de la production marchande provient du secteur primaire, en Guinée-Bissau, elle se chiffre à 43 % au Niger et 41 % au Togo. Alors qu'en Côte d'Ivoire le secteur primaire contribue à la production marchande qu'à concurrence de 29 %. La répartition sectorielle de la population active suit ces mêmes disparités.

2.3 - Endettement extérieur et stratégies d'allègement de la dette

2.3.1- Structure et poids de l'endettement extérieur

Comme déjà évoqué ci-dessus, les pays de la zone UEMOA traînent une lourde dette qui produit des effets néfastes sur la performance de leur économie. A fin 2001, l'encours de leur dette extérieure s'élevait à 24 717 millions de USD, soit 98,7 % de leur PNB. Cet endettement, pour l'essentiel à long terme et concessionnel, est contracté à hauteur de 41,8 % auprès de créanciers multilatéraux. La dette totale a connu une baisse de l'ordre de 2,5 % par rapport à 2000. L'initiative PPTE ayant permis de stabiliser globalement le niveau de la dette.

TABLEAU 3: STRUCTURE ET POIDS DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'UEMOA (ENCOURS EN MILLIONS DE USD)

Années	1998	1999	2000	2001
Dettes à court et long terme	29 104	27 419	25 357	24 717
<i>Dettes à long terme</i>	<i>25 219</i>	<i>23 661</i>	<i>22 253</i>	<i>21 666</i>
Dettes publiques garanties	23 293	21 981	20 690	20 181
Dettes privées non garanties	1 927	1 680	1 563	1 485
<i>Recours aux crédits du FMI</i>	<i>1 515</i>	<i>1 466</i>	<i>1 345</i>	<i>1 238</i>
<i>Dettes à court terme</i>	<i>2 369</i>	<i>2 292</i>	<i>1 760</i>	<i>1 813</i>
Arriérés d'intérêt sur dette à long terme	187	227	306	522
- Envers créanciers publics	175	216	296	360
- Envers créanciers privés	12	11	10	162
Arriérés sur principal de dette à long terme	969	1 037	1 085	1 282
-Envers créanciers publics	903	977	1 026	1 177
-Envers créanciers privés	66	59	59	105

Source : Rapport Zone franc 2002 de la Banque de France

TABLEAU 4: INDICATEURS DE DETTE (EN POURCENTAGE)

Années	1998	1999	2000	2001
Dettes totales/exportations	296,2	278,9	292,4	275,8
Dettes totales /PNB	105,3	99,4	104,5	98,7
Service dettes/exportations	20,5	20,5	17,6	12,1
Intérêts payés/exportations	9,4	8,1	8,1	4,4
Dettes multilat./Dettes totales	38,6	39,9	41,0	41,8

Source : Rapport Zone franc 2002 de la Banque de France

2.3.2 - Bilan de l'initiative PPTE dans les pays bénéficiaires de l'UEMOA

L'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) a été le premier effort de grande envergure lancé par la communauté internationale, en 1996 à Lyon au sommet du G7, pour réduire la dette extérieure des pays les plus pauvres du monde. Elle est allée au-delà des initiatives antérieures en incluant les dettes envers les créanciers multilatéraux comme le FMI et la Banque Mondiale et en inscrivant l'allègement de la dette dans un cadre global de lutte

contre la pauvreté. Les améliorations apportées à cette initiative en 1999, et qui est devenue initiative PPTE renforcée, ont encore resserré les liens entre allègement de la dette, réduction de la pauvreté et politiques sociales.

L'objectif fondamental de l'initiative PPTE renforcée est de canaliser les ressources publiques libérées par l'allègement de la dette dans des programmes de réduction de la pauvreté. En effet, les programmes négociés dans le cadre de cette nouvelle initiative, par le FMI et la Banque Mondiale avec les pays pouvant être admis à obtenir un allègement de leur dette, impliquent une augmentation des dépenses de l'Etat au titre de services publics qui touchent directement les pauvres, tels que préventions sanitaires et enseignement élémentaire. Le bilan de l'initiative PPTE dans les pays de l'UEMOA donne les résultats suivants :

- Le Bénin, éligible à l'initiative sur les pays pauvres très endettés (PPTE), a atteint le « point d'achèvement » le 24 mars 2003. Le FMI et la Banque mondiale ont annoncé que la dette extérieure du Bénin serait allégée d'environ USD 460 millions, soit une diminution, en valeur actuelle nette, de 31 %. Le service de la dette devrait baisser d'un tiers sur les 10 ans à venir. En outre, la totalité de la dette éligible du Bénin vis-à-vis du Club de Paris, soit 60 millions de USD, a été annulée le 23 avril 2003. Par ailleurs, ayant atteint le « point d'achèvement », le pays devrait bénéficier d'une annulation intégrale de sa dette due à la France au titre de la mise en œuvre des mesures bilatérales additionnelles à l'initiative PPTE. Le Bénin s'est engagé à utiliser les ressources supplémentaires provenant du traitement de sa dette pour atteindre les objectifs prioritaires identifiés dans sa stratégie de réduction de la pauvreté.

- Grâce à l'initiative PPTE, la résorption de la dette multilatérale a commencé à trouver une solution. Les arriérés de paiement sur la dette extérieure ont été complètement résorbés en 1997 conformément aux objectifs des programmes d'ajustements structurels. Déclaré éligible à l'initiative PPTE en septembre 1997, le Burkina Faso a commencé à bénéficier d'un important allègement de sa dette extérieure, suite à l'application de deux décisions (Initiative de base en avril 2000 et Initiative renforcée en avril 2002), qui devrait lui permettre de réduire sa dette, à fin 2001, d'environ 930 millions de USD en valeur actualisée et de ramener le ratio d'encours de la dette actualisée sur les exportations de 273 % à 180 % en 2006, ce qui représente encore un niveau élevé.

- Au titre de l'initiative PPTE, le Burkina a reçu 20,8 millions de USD d'allègement de dette en 2002 et devrait bénéficier, selon la BCEAO, d'économies de charges de 19,4 milliards de Francs CFA par an pendant 25 ans. Cependant, seules 41 % des ressources PPTE disponibles depuis 2000 ont été effectivement décaissées, en raison des faiblesses des appareils administratifs dans le montage et le suivi des dossiers. À ce problème de capacité d'absorption s'ajoutent les goulets d'étranglement dans le fonctionnement des procédures de contrôle mises en place par les autorités. Dans le cadre du Club de Paris, le Burkina a pu bénéficier d'un traitement intérimaire de sa dette extérieure, selon les termes dits de Cologne, jusqu'au point d'achèvement PPTE atteint en avril 2002.

- La Côte d'Ivoire avait pu bénéficier, en 1997, d'une restructuration de sa dette commerciale dans le cadre du Club de Londres et, lors de la session d'avril 1998 du Club de Paris, d'un allègement de sa dette à l'égard des créanciers publics selon les termes de Lyon (réduction de 80 %). Illustrant la reprise, début 2002, de la coopération financière avec ses partenaires extérieurs, la Côte d'Ivoire a obtenu, dans le cadre du Club de Paris (session du 10 avril 2002), un rééchelonnement de sa dette publique de 2,26 milliards de USD, conduisant à l'annulation immédiate de 911 millions de USD de la dette extérieure et à une réduction du service de la dette de 2,26 milliards de USD à 750 millions de USD, entre le 1er avril 2002 et le 31 décembre 2004. Le rééchelonnement a été conclu selon les termes de Lyon (réduction de 80 % des flux éligibles), mais les créanciers se sont engagés à appliquer les termes dits de Cologne (taux de réduction porté à 90 %), dès l'atteinte du point de décision de l'initiative PPTE.

- La Guinée-Bissau a atteint, le 15 décembre 2000, le point de décision dans le cadre de l'initiative PPTE. L'interruption du programme FRPC (facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance) en mai 2001, et des deux Programmes Macroéconomiques de Court Terme en 2002, n'a pas permis à la Guinée-Bissau d'atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE, et ce faisant de bénéficier d'un allègement de sa dette.

- Le Mali a atteint le point d'achèvement au titre de l'initiative des pays pauvres très endettés (PPTE) le 6 mars 2003, ce qui a déclenché la mise en œuvre effective des engagements de réduction de dette pris au point de décision (atteint le 6 septembre 2000). Ce processus devrait conduire à un allègement de la dette extérieure du Mali estimé à 417 millions de USD en

VAN. La totalité de la dette éligible vis-à-vis du Club de Paris, soit 69 millions de USD, a été annulée le 12 mars 2003.

- Après le point d'achèvement, prévu pour le quatrième trimestre 2003, l'allègement total de la dette du Niger devrait représenter 900 millions de USD (520 millions de USD en valeur actuelle nette), soit un peu plus de la moitié de l'encours total de la dette, après utilisation des mécanismes traditionnels d'allègement. Le service de la dette représentait, en 2002, 67,4 milliards de FCFA, soit 42 % des recettes budgétaires, ce ratio était de 50 % en 2000. L'initiative PPTE devrait réduire sensiblement ce pourcentage dès 2003 et dégager environ 40 millions de USD par an pour le financement des actions prioritaires de lutte contre la pauvreté.

- Le FMI et la Banque mondiale ont décidé le 21 juin 2000 d'accorder au Sénégal une réduction de dette au titre de l'initiative PPTE renforcée. À ce titre, le Sénégal devrait bénéficier, une fois atteint le point d'achèvement, d'une diminution de sa dette à hauteur de 488 millions de USD en valeur nette actualisée (soit 18 % de la valeur nette actualisée de l'encours de sa dette). Dans l'intervalle, une assistance intérimaire de l'ensemble de ses créanciers lui a été consentie. En décembre 2002, le FMI et la Banque mondiale ont approuvé le Document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP), ce qui devrait permettre au Sénégal d'atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE au second semestre 2003.

- En l'absence de nouveau programme avec le FMI, le Togo n'a pas conclu d'accord de rééchelonnement avec le Club de Paris depuis 1995. Le pays figure sur la liste des pays potentiellement éligibles à l'initiative PPTE renforcée. Toutefois, l'éligibilité du Togo à cette initiative, qui ne devrait pas être examinée avant la fin de l'année 2003, reste subordonnée à la normalisation complète des relations avec les institutions financières internationales, elle-même conditionnée à la normalisation de la situation politique.

L'initiative PPTE n'a pas libéré suffisamment de fonds pour permettre à ces pays de lutter efficacement contre la pauvreté. Malgré la mise en place de plans de lutte contre la pauvreté, financés par ces allègements, la plupart de ces pays n'obtiendront pas les financements nécessaires pour atteindre les objectifs internationaux de développement. Les pays riches se doivent, par conséquent, de rompre avec la logique de «soutenabilité financière» qui soutient ce programme. S'ils veulent honorer leurs engagements internationaux en faveur de

l'aide au développement, ils doivent adopter une approche du désendettement qui parte des besoins de financement du développement de ces pays. Ainsi ; globalement, l'initiative n'a pas atteint les objectifs de relance de la croissance et de lutte contre la pauvreté. Elle n'a d'ailleurs pas cessé de croître depuis le lancement de ce programme et en fonction de la situation actuelle de l'économie de la zone, l'éradication totale de la pauvreté n'est pas pour demain.

CHAPITRE III: REVUE DE LA LITTÉRATURE

La problématique de l'impact de l'endettement extérieur sur la croissance économique a fait l'objet de beaucoup d'attention dans la littérature économique. Ainsi, un certain nombre de théoriciens se sont intéressés à la description de l'effet qu'un certain niveau d'endettement provoque sur la performance économique d'un pays. Après les formulations théoriques relatives à la question, un certain nombre de travaux empiriques ont suivi, leur but étant, essentiellement, de vérifier économétriquement la nature du lien entre endettement extérieur et croissance économique.

La croissance économique, ou comment élever continuellement le niveau de la production des biens et services, est un thème central qui a aussi mobilisé autour de lui des chercheurs dès la naissance de la science économique. C'est ainsi que divers modèles, qui tentent d'expliquer les déterminants de la croissance économique, ont vu le jour. Dans ce répertoire, on rencontre les modèles développés par les économistes classiques (Smith, Ricardo, Malthus, Mill), les modèles de croissance exogène de type néoclassique développé par Solow et les nouveaux modèles de croissance endogène de Romer et Mankiw.

3.1 - La revue de la littérature théorique

3.1.1 - Endettement et croissance économique dans la littérature théorique

- La référence à la littérature économique révèle que la plus ancienne formulation théorique concernant le lien entre financement extérieur et croissance a été élaborée à la fin du XIX^{ème} par Cairnes (1874) et Bastable (1899) et reçut le nom de «théorie de la croissance transmise par les mouvements de capitaux, ou théorie des stades de la balance des paiements». Elle est restée dominante jusqu'au milieu des années 60, en liaison avec la théorie néo-classique. Par la suite, devant les difficultés grandissantes rencontrées par de nombreux pays en développement et l'audience des théories «tiers-mondistes», cette théorie a connu une éclipse. Pourtant, son cadre analytique peut constituer une référence intéressante, que ce soit pour constater le fonctionnement des mécanismes de transmission de la croissance ou pour identifier les causes de leur mauvais fonctionnement. Pour cette théorie, l'importation puis l'exportation de capitaux font passer les économies par quatre stades qui marquent la transformation à terme des pays nouvellement emprunteurs en pays prêteurs évolués. Les

caractéristiques de ces quatre phases, au niveau de la balance commerciale, de la balance des revenus (intérêts reçus du reste du monde moins intérêts versés), de la balance des capitaux et de la balance interne (épargne sur les revenus internes moins investissements intérieurs) sont présentées dans le tableau suivant:

TABLEAU 5: LES QUATRE STADES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

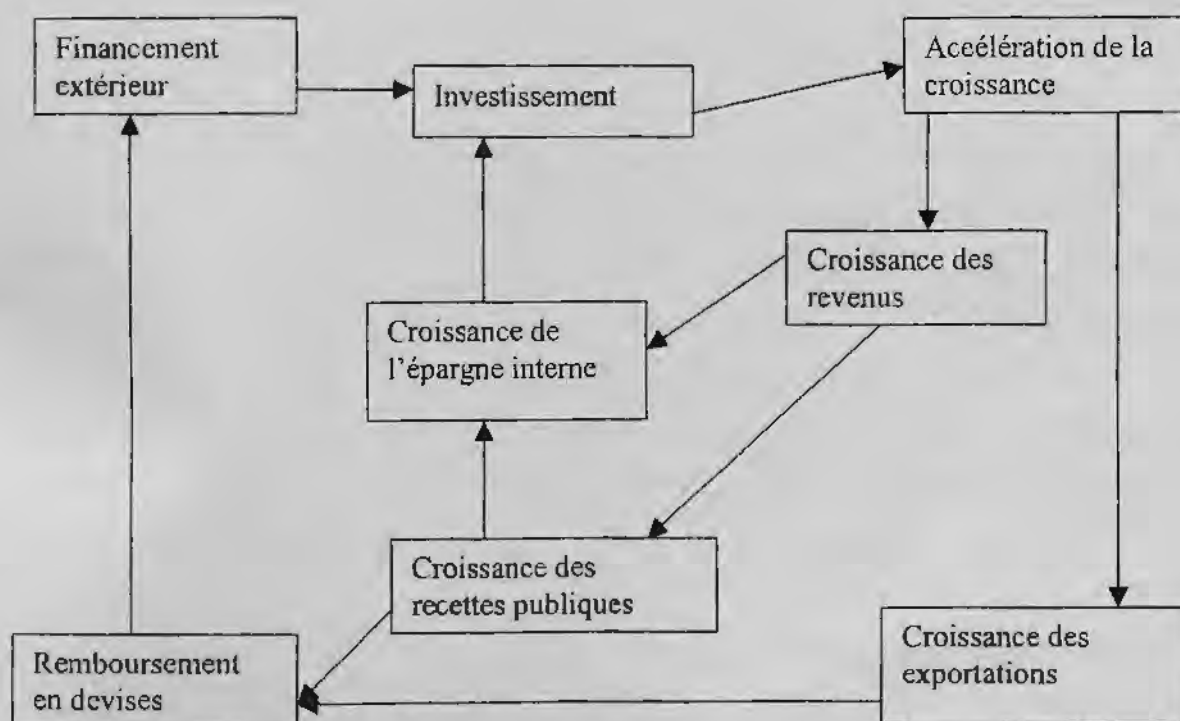
	1 Pays nouvellement emprunteur	2 Pays emprunteur évolué
Balance commerciale (X-M)	négative	positive
Balance des revenus	négative	fortement négative
Balance des capitaux	positive	positive
Balance interne (I-S)	négative	positive
	3 Pays nouvellement Prêteur	4 Pays prêteur évolué
Balance commerciale (X-M)	positive	négative
Balance des revenus	négative puis positive	fortement positive
Balance des capitaux	négative	négative
Balance interne	positive	négative

Source : Raffinot (1991), page 32

La logique qui sous-tend cette théorie est néo-classique en ce sens que les mouvements de capitaux sont censés être guidés par les variations de taux d'intérêt, qui découlent elles-mêmes des raretés relatives des facteurs de production. Les mécanismes de transmission de la croissance sont représentés sur la figure II, ci-après. Au début de leur croissance, la situation des pays est caractérisée par la faiblesse de l'épargne, qui porte les taux d'intérêt à des niveaux très élevés. Les capitaux extérieurs sont investis dans le pays, et permettent une croissance additionnelle. Cette croissance entraîne une augmentation des revenus, et donc aussi de l'épargne interne, qui va progressivement se substituer à l'épargne extérieure. Ces revenus supplémentaires génèrent également des revenus fiscaux additionnels, et permettent aussi de développer les gains en devises par la croissance des exportations (la balance commerciale devient positive). Ainsi, progressivement, et même s'il s'agit de financements

extérieurs sous forme de prêts au gouvernement, le pays importateur de capitaux pourra devenir exportateur de capital. Le taux d'intérêt baisse et il devient plus intéressant de placer ses capitaux ailleurs. La balance des revenus devient donc progressivement positive. Enfin, la dernière étape est celle où les revenus extérieurs ont atteint un tel niveau que les termes de l'échange du pays exportateur de capitaux se dégradent du fait de l'augmentation du taux de change, entraînant un déficit de la balance commerciale.

FIGURE 2: LES MECANISMES DE LA SUBSTITUTION PROGRESSIVE DE L'EPARGNE LOCALE AUX FLUX EXTERIEURS DE CAPITAUX



Source : Raffinot (1991), page 33

Ce schéma théorique présente des limites. En effet, il a souvent été critiqué, tant du point de vue externe qu'intérieur. Du point de vue externe, Destanne de Bernis (1988) estime que les mouvements de capitaux que l'on observe ne s'orientent pas nécessairement en fonction des raretés relatives du capital. Du point de vue interne, Berthélémy (1987) affirme que certaines approches ont mis l'accent sur le fait qu'un transfert de capital peut être appauvrissant pour celui qui le reçoit, y compris dans un univers walrasien de concurrence pure et parfaite.

- Pour les keynésiens, l'endettement en général n'entraîne pas de coût ni pour les générations présentes, ni pour les générations futures du fait des investissements nouveaux qu'il génère. Le modèle de l'endettement de l'Etat dans la théorie keynésienne tire ses fondements dans la demande globale et les effets multiplicateur et accélérateur, caractéristiques fondamentales de cette théorie. Dans cette approche, l'endettement favorisant la relance de la demande entraîne par l'effet accélérateur une augmentation plus que proportionnelle de l'investissement, qui provoque à son tour une hausse de la production. Le déficit budgétaire, qui conduit par ses flux successifs à augmenter le stock de dette produit l'expansion du cycle économique par la demande et l'investissement autonome. Le déficit auquel correspond l'emprunt, stimule la demande et permet d'alléger le coût de son remboursement. Cet argument reste plausible tant que le sous-emploi des facteurs de production existe, selon Keynes lui-même.

- Au contraire d'un endettement public qui favorise l'accumulation du capital et la consommation des générations présentes et futures, les classiques assimilent l'endettement à l'impôt futur. Selon Ricardo (1817), les citoyens voient dans l'emprunt un impôt différé dans le temps et se comportent comme s'ils sont contraints de payer un impôt ultérieurement pour rembourser cet emprunt quel que soit le décalage intergénérationnel. En d'autres termes, le comportement des agents est guidé par une anticipation à la hausse des impôts. Toutefois, une réserve peut être introduite selon la nature ou la qualité des dépenses (dépenses de transfert ou d'investissement) financées par l'emprunt.

- L'analyse du simple déficit de Rosenstein (1943), considère que l'épargne extérieure comble le déficit qui découle de l'insuffisance de l'épargne intérieure devant le besoin d'investissement ($S-I < 0$). Le taux de croissance de l'économie étant fixé par le planificateur de manière exogène et considérant le taux de l'épargne intérieure, il est déterminé le montant de l'épargne extérieure nécessaire à l'investissement pour atteindre la croissance envisagée.

- Allant plus loin dans l'analyse de l'insuffisance des ressources internes, Chenery et Strout (1966) ont élaboré le modèle à double déficit. Ils incorporent dans leur raisonnement trois facteurs que sont: la contrainte d'épargne, la contrainte des devises et la capacité d'absorption. Pour mettre en évidence les deux déficits, ils partent de l'équation de l'équilibre global emplois-ressources de la comptabilité nationale: $S-I = X-M$. Cette égalité montre que le déficit intérieur d'épargne (investissement-épargne) est identique au déficit extérieur

(exportations-importations). En d'autres termes, l'apport extérieur finance l'un et l'autre déficit. Mais cet équilibre est celui que l'on constate ex post. Ex ante, les deux équilibres peuvent être inégaux.

La contrainte d'épargne : en économie fermée, le taux de croissance garanti g_w dépend, dans le modèle Harrod-Domar, de la propension à épargner (s) et du coefficient de capital (k): $g_w = s/k$, avec s qui est un taux constant d'épargne par rapport au revenu, et k qui est le coefficient de capital qui augmente de façon constante. Celui-ci correspond au rapport entre l'augmentation du capital et celle de la production (productivité marginale du capital décroissante, pas de progrès technique, par hypothèse).

La contrainte des devises : En économie ouverte, si chaque unité de capital importé était échangée avec la production intérieure, le taux de croissance garanti serait égal à s/k . Mais tel n'est pas le cas. Chaque augmentation de la capacité de production P_t requiert $1/\beta$ unités de capital importé; l'investissement en capital importé est égal à $I_f = (s/\beta k)P_t$. Pour le financer, le pays dispose des devises gagnées à l'exportation, soit $e.P_t$ (c'est-à-dire, une fraction de la production). L'équilibre est assuré avec $e = s/\beta k$, qui n'est pas atteint si $e\beta < s/k$. Dans ce cas, la capacité d'importer contraint la croissance. Entre le taux de croissance garanti par les exportations ($e\beta$) et le taux de croissance garanti par l'épargne (s/k), le taux de croissance effectif sera égal au plus petit des deux.

La capacité d'absorption : Chenery et Strout introduisent une contrainte de qualification comme facteur limitatif supplémentaire de la croissance et l'associent à la contrainte d'épargne. L'apport extérieur sous forme d'assistance technique peut desserrer cette contrainte. Toutefois, le problème de la capacité d'absorption est plus global et est relatif à l'ensemble de l'investissement financé par l'épargne intérieure et extérieure. Il s'agit d'une capacité à la fois technique et politico-sociale et c'est sous le premier aspect qu'elle a surtout été analysée par les économistes. Vue sous l'angle microéconomique (un projet particulier), elle peut être définie comme la limite au-delà de laquelle la rentabilité du capital investi devient nulle; vue sous l'angle macroéconomique, elle indique les contraintes sur la croissance propres au modèle Harrod-Domar (augmentation du coefficient de capital, plein-emploi), auxquelles on pourrait ajouter les limites de la capacité d'endettement.

- Barro (1989), montre qu'une politique de déficit budgétaire financé par l'emprunt reste sans effet sur l'activité économique, dans la mesure où les agents ne sont pas victimes de l'illusion fiscale. Ces agents anticipent alors une hausse des impôts destinés à rembourser l'emprunt en constituant une épargne d'un montant équivalent à l'endettement public (théorème de Barro-Ricardo).

3.1.2 - La littérature théorique sur les déterminants de la croissance économique

- Les keynésiens Harrod (1939) et Domar (1946), considèrent que l'investissement exerce une double influence sur l'économie. Par son aspect " demande " (multiplicateur), il détermine le revenu et la demande globale. Mais il accroît également par son aspect " offre " la capacité de production. La croissance est équilibrée, lorsque la " croissance de l'offre est égale à la croissance de la demande ". En introduisant les anticipations de la croissance dans la détermination de l'investissement, il conclut que la relation déterminant le taux de croissance est instable. En outre, l'effet multiplicateur de l'investissement est sans commune mesure avec son effet sur l'accroissement de l'offre (effet accélérateur).

- Kaldor (1956) tend à atténuer le pessimisme du modèle de Harrod-Domar en faisant de l'épargne une variable d'ajustement. Ainsi, la croissance économique serait stable dans la mesure où la propension à épargner varie en fonction de la répartition des revenus. Ainsi, Kaldor suppose que la propension à épargner des capitalistes (S_c) est supérieure à la propension à épargner des travailleurs (S_w). Le taux d'épargne est donc une fonction croissante de la part des profits dans le produit national et le taux de croissance garanti devient aussi une fonction croissante du taux de profit. Il existe donc une valeur du taux de profit qui permet d'obtenir une croissance équilibrée de plein emploi.

- Renouant avec la théorie de la productivité marginale, la théorie néoclassique de la croissance, initiée par Solow (1956), Swan, et Tobin introduira la flexibilité des techniques de production. L'analyse de Solow se fonde, comme les analyses traditionnelles, sur l'existence de deux facteurs de production : le travail et le capital. La croissance suppose donc un développement du capital par l'investissement et un accroissement de la population. La croissance est cependant considérée comme bornée par un rythme d'accroissement naturel considéré comme une donnée exogène. La croissance du capital est quant à elle limitée par la loi des rendements décroissants, et à long terme les rendements d'échelle constant. Le modèle

de Solow inclut néanmoins le progrès technique, susceptible d'améliorer la productivité des facteurs. Mais il s'agit d'un progrès technique exogène, c'est-à-dire non expliqué par l'analyse économique. Solow tend ainsi à montrer que la croissance est stable, dans la mesure où le coefficient de capital est variable. En effet, dans le modèle néo-classique, il existe des mécanismes d'ajustement, à savoir la variation du rapport K/Y (capital /production, ou intensité capitaliste) selon l'évolution des prix relatifs des facteurs de production, qui ramènent automatiquement l'économie sur un sentier de croissance équilibré, à condition que le fonctionnement des marchés ne soient pas perturbé ni par des rigidités ni par des interventions.

- Les nouvelles théories de la croissance remettent en question l'idée d'un progrès technique exogène. L'essentiel des modèles de croissance endogène a été mis au point principalement par Romer (1986) et Lucas (1986). Cette nouvelle perspective de recherche prend son point de départ dans une critique du modèle de Solow. La conception du progrès technique inhérente au modèle de Solow est relativement pauvre : en effet, la nature de ce progrès technique n'est pas spécifiée, son rythme est déterminé hors de la sphère économique. Pour les tenants de la croissance endogène, le progrès technique est le fruit d'investissements effectués par des agents (motivés par le gain). En ce sens, le progrès technique (et donc la croissance), n'a rien de naturel, son rythme dépend du comportement économique des agents.

Alors que le modèle de Solow considère qu'il y a convergence entre les pays, la théorie de la croissance endogène met l'accent sur l'hétérogénéité des taux de croissance entre pays, ce qui semble conforme à l'observation, car on assiste plus à une divergence de revenu entre pays riches et pays pauvres que le contraire. Dans le modèle de Solow, l'Etat ne peut jouer aucun rôle particulier dans le processus de croissance, puisque ce dernier relève de facteurs exogènes. Les tenants de la croissance endogène vont montrer au contraire qu'une intervention de l'Etat peut stimuler la croissance en incitant les agents à investir davantage dans le progrès technique. L'Etat peut être ainsi conduit à inciter les innovateurs à accroître leurs efforts, en renforçant la législation sur les brevets ou en encourageant la coopération entre firmes. S'il s'agit plutôt de recherche générique (qui n'est pas par définition brevetable), l'Etat peut financer sur fonds publics. Il s'agit ici de favoriser non moins d'Etat, mais mieux d'Etat. Pour inciter en outre à investir en capital humain, l'Etat peut favoriser l'accès à l'éducation, notamment par la mise en place d'un système de bourses. On assiste ainsi à une réhabilitation des dépenses publiques, non pas dans une perspective de régulation

conjoncturelle, mais dans une perspective structurelle de croissance à long terme. En rendant le coût de l'information moins élevé, ces interventions de l'Etat favorisent par la même la mise en place des conditions de la concurrence pure et parfaite. Le progrès technique est, dans le modèle de croissance de Solow exogène. Son taux de croissance est ainsi considéré comme constant au cours du temps. Or, depuis le milieu des années 1970, on a pu observer un ralentissement durable des gains de productivité, ce qui laisse bien supposer que le progrès technique dépend bien de valeurs économiques.

Chez Solow, la croissance s'arrête en l'absence de progrès technique et d'augmentation de la population, du fait de l'hypothèse de décroissance de la productivité marginale du capital. L'hypothèse centrale de la théorie de la croissance endogène est au contraire que la productivité marginale du capital ne décroît pas lorsque le stock de capital augmente. En outre, les facteurs de la croissance endogène, présentent une caractéristique commune : ils engendrent des externalités positives. Ces externalités peuvent tout d'abord être perçues comme le fondement de la justification de l'intervention de l'Etat.

3.2 - Revue des travaux empiriques

3.2.1- Travaux empiriques sur la nature du lien entre endettement extérieur et croissance économique

- Des études empiriques dont celles de Krugman (1988), Sachs (1989), Froot (1989) et de Calvo (1989) ont montré que l'accumulation de la dette et son service constituent une taxe sur la production future et décourage l'investissement par l'effet d'éviction. Les travaux de Eichengreen et de Portes (1986) se sont intéressés à l'identification des déterminants du stock de la dette d'une trentaine de pays à un moment donné (1955) de leur économie. En effet, l'endettement excessif et le défaut de paiement tendent à réduire le taux de croissance réel et la crédibilité de l'Etat. Aussi, Claessens (1990), Warner (1992) et surtout Borensztein (1990) ont-ils identifié le service de la dette comme étant un déterminant qui influence négativement l'endettement extérieur à travers des modèles économétriques. Borensztein a conclu, par une étude économétrique sur les données de la dette des Philippines, que l'encours et le ratio du service de la dette sur les exportations ont globalement un effet inverse sur la formation du capital privé et incitent le pays à s'endetter.

- Deshpande (1997) a examiné l'expérience d'investissement de treize pays lourdement endettés (Algérie, Argentine, Côte d'Ivoire, Sénégal, Togo, Nigeria, etc...) au cours de la

période 1971-92. Il affirme, comme résultat de sa recherche, que le montant total de la dette a un effet adverse sur l'investissement à travers deux canaux :

- un effet désincitatif direct qui provient de la peur de l'appropriation des fonds investis (ou des rendements de l'investissement) dans le but de service de la dette.
- Un effet indirect à travers les mesures d'ajustement prises pour faire face (ou éviter) des difficultés de servir la dette, telles que les réductions des importations (des réductions des biens de capital importés) et des diminutions de l'investissement du secteur public requis pour réduire les déficits budgétaires.

- Cohen (1998) a estimé une relation de croissance économique de certains pays africains, latino-américains et des Caraïbes. Pour lui, le faible niveau de croissance de ces pays est dû à une mauvaise gestion macro-économique et à un faible taux d'investissement. Ainsi, la libéralisation commerciale peut être retenue comme un facteur de bonne gestion macro-économique puisqu'elle induit une croissance économique par accroissement des produits exportés.

- Iyoha (1999) a déterminé l'impact de l'endettement extérieur sur la croissance des pays africains au Sud du Sahara de 1970 à 1994 à partir d'un modèle économétrique de simulation. Il a noté que les variables liées au fardeau de la dette extérieure ont eu une influence significative sur l'investissement, montrant qu'une accumulation de l'encours de la dette décourage l'investissement à travers deux effets: le découragement et l'éviction. A partir d'une simulation de politique d'allègement de la dette dans le but de mettre en évidence l'impact de cet allègement sur l'investissement, il est parvenu aux résultats que:
Si la dette est réduite de 20%, l'investissement croîtra de 18% pendant la période 1970-1994;
Si cette même réduction est appliquée, le PIB croîtra de 1%.

Il conclut ainsi que les résultats de sa recherche ont démontré que le pardon de la dette pourrait stimuler l'investissement et favoriser la reprise de la croissance économique en Afrique au Sud du Sahara.

- Ajayi (2000), dans son analyse de la dette extérieure du Nigeria par une approche macroéconomique, examine notamment le montant, la source, la structure, le type et la composition de celle-ci. Il met en évidence les indices permettant de mesurer le poids de la

dette et examine les scénarios alternatifs en matière d'endettement. Il fait une distinction entre les facteurs internes et externes qui influencent l'accumulation de la dette extérieure, il identifie les changements au niveau de l'environnement international nécessaires pour l'allègement du fardeau de la dette, et examine la relation entre les performances et le poids de la dette. Après avoir étudié la structure de l'économie nigériane et son histoire politique, le document conclut que la crise de la dette du Nigeria est le résultat de défaillances structurelles inhérentes à l'économie depuis l'indépendance. L'analyse constate que les indicateurs du poids de la dette ont été relativement élevés. Le comportement de ces indicateurs, selon diverses hypothèses, est exploré en utilisant un modèle de croissance avec dette. Les causes externes et internes de l'accumulation de la dette sont testées économétriquement, et les résultats montrent que les variables les plus importantes sont le taux de change effectif réel et les termes de l'échange. La recherche se termine par des recommandations de politiques pour faire face à la crise de la dette.

- Quant à Osei (2000), il se concentre sur les implications de l'endettement extérieur du Ghana pour la croissance économique soutenue. L'étude essaie d'assurer une meilleure compréhension du problème de la dette extérieure du Ghana pour permettre la recherche de mesures adéquates et efficaces relatives à sa solution. L'étude comporte une description des principales caractéristiques de la dette du Ghana, notamment le montant, le type, les sources, la structure et les conditions. Elle évalue également la soutenabilité de la dette extérieure ainsi que son impact sur la croissance économique du pays.

L'analyse porte sur la dette extérieure pour la période 1983-90, période au cours de laquelle le Ghana a poursuivi un programme de redressement économique et a adopté un programme d'ajustement structurel approuvé par le FMI. Utilisant divers indicateurs du poids de la dette extérieure, il met l'accent particulièrement sur deux d'entre eux, à savoir le ratio du service de la dette et le ratio dette/PNB. Ainsi, l'auteur constate que le poids de la dette extérieure est à des niveaux critiques depuis 1983. Cette situation peut être attribuée directement à l'incapacité du pays à générer suffisamment de devises à travers les recettes d'exportation, et au faible taux de rendement des investissements pour lesquels sont utilisés les fonds empruntés. Quoiqu'il ait continué à assurer le service de sa dette, le Ghana a maintenu une position budgétaire instable.

La recherche conclut que la dette est l'un des facteurs qui entravent la croissance rapide de l'économie ghanéenne. Pour continuer à assurer le service de sa dette, le Ghana a besoin de poursuivre des programmes d'expansion des exportations afin d'élargir la base de ses exportations non traditionnelles, et d'adopter des mesures en vue d'accroître son épargne intérieure.

- Barungi et Atingi (2000), analysent le problème de la dette extérieure de l'Ouganda et ses implications pour la croissance durable. Ils examinent l'étendue de la dette extérieure de l'Ouganda, évaluent de manière empirique les facteurs internes et externes qui influencent son accumulation et la capacité du pays à assurer son service ainsi que sa « soutenabilité ». Un effort particulier est fait pour établir un lien entre la dette et la croissance économique.

Leurs principales conclusions décèlent l'acuité de l'obligation du pays en matière de service de la dette et le fait qu'une large proportion de la dette de l'Ouganda n'est pas éligible au rééchelonnement. Une des grandes préoccupations est de savoir si l'économie peut assurer un taux de croissance de 5 % par an tout en maintenant un investissement intérieur adéquat, étant donné sa forte dépendance vis-à-vis des entrées de capitaux étrangers.

Les remboursements de la dette ont été identifiés comme étant la cause fondamentale de la lenteur de la croissance économique. L'allégement de la dette n'est pas suffisant, et un engagement continu du gouvernement en faveur des réformes structurelles et d'une bonne gestion de la dette est indispensable. S'il y a eu clairement le besoin de poursuivre la restructuration de l'économie qui est en cours et de promouvoir une croissance supplémentaire, il n'est pas tellement évident que l'Ouganda puisse rester sur cette voie difficile sans accumuler davantage de dette extérieure.

- Ng'eno (2000), analyse l'endettement extérieur du Kenya en mettant l'accent sur son ampleur, notamment son montant, sa structure et ses sources. La problématique de cet endettement extérieur est constituée de facteurs externes et internes. Par ailleurs, les stratégies appliquées dans la gestion de la dette ont été examinées, sa « soutenabilité » a également été mise en relief. L'analyse note que la dette extérieure du Kenya et les indicateurs du poids de la dette sont très élevés depuis 1980. Les causes externes du poids de la dette sont identifiées comme étant la détérioration des termes de l'échange et la récession au niveau mondial, tandis que les principales causes internes sont les déficits du secteur public et la fluctuation des taux

de change. Pour évaluer la « soutenabilité » de la dette kenyane, deux indices de solvabilité ont été calculés en utilisant les ratios dette/exportations et dette/PNB. L'étude conclut que la dette extérieure du Kenya est « soutenable ».

- Yapo (2001) a réalisé une étude empirique sur les déterminants de l'endettement extérieur des PPTÉ, en prenant le cas de la Côte d'Ivoire. Sa recherche lui a inspiré les conclusions suivantes: l'endettement excessif de la Côte d'Ivoire n'a pas eu un impact positif sur la croissance. Il semble bien que ce lourd endettement ait produit un effet aléatoire sur la croissance, sans pouvoir générer, en contrepartie, des ressources budgétaires suffisantes pour les investissements futurs. Léonce Yapo pense que la grande leçon à retenir des années d'endettement est le lien étroit et pervers qui existe entre développement et endettement. Pour lui, le financement international du développement a influencé profondément les économies qui en ont bénéficié, bien au-delà du simple engagement à respecter les échéances du service de la dette.

- Were (2001), dans son travail relatif à la détermination de l'ampleur et de la structure de la dette extérieure du Kenya et de son impact sur la croissance économique et l'investissement privé, est arrivé aux résultats suivants:

La dette extérieure du Kenya est majoritairement publique et essentiellement de source multilatérale et que c'est au début des années 90 que les indicateurs du fardeau de la dette ont commencé à croître régulièrement;

A partir des données chronologiques sur la période 1970-1995, ses résultats empiriques ont confirmé que l'accumulation de la dette extérieure a eu un impact négatif sur la croissance économique et l'investissement privé.

- Dans la recherche du lien entre dette et croissance, Pattillo et al., (2002), ont produit une étude très intéressante sur la question. Ils partent de l'affirmation de la théorie économique qui estime que l'emprunt contenu dans des limites raisonnables peut aider les pays en développement à affermir leur croissance. Selon ces fonctionnaires du FMI, les économies qui en sont au stade initial de leur développement dispose d'un stock de capital limité et offrent des possibilités d'investissement plus rentables que les économies matures. Aussi longtemps qu'elles emploient les capitaux empruntés pour financer des investissements productifs et échappent à certains maux (instabilité macroéconomique, chocs de grande ampleur) leur

croissance devrait s'accélérer et leur permettre de rembourser à l'échéance les dettes contractées.

Cela reste vrai dans le cadre des théories fondées sur l'hypothèse, plus réaliste, que les pays ne sont pas toujours en mesure d'emprunter à leur gré, car le marché craint qu'ils répudient leurs dettes. Ils se posent la question de savoir pourquoi l'accumulation de lourdes dettes freinent-elles la croissance? La réponse à cette question est contenue dans les théories du «surendettement» qui estiment que: si l'on peut penser que la dette future dépassera les capacités de remboursement des pays débiteurs, le coût de son service découragera les investissements intérieurs et extérieurs, pénalisant ainsi la croissance. En effet, craignant que la production soit «taxée» au fur et à mesure par les créanciers au titre du service de la dette, les investisseurs potentiels hésiteront à supporter des coûts immédiats pour accroître la production à venir. En d'autres termes, ils veulent dire que plus l'encours de la dette est élevé, plus la probabilité de son remboursement devient faible. Ils ont adopté une méthodologie basée sur les analyses de régression multiple pour vérifier si dette et croissance sont liées, en prenant en compte les déterminants types de la croissance, à savoir: le revenu par tête d'habitant décalé, le taux d'investissement, le taux de scolarisation dans le secondaire, le taux de croissance démographique (tous en logarithme), le taux d'ouverture de l'économie, le solde budgétaire et les termes de l'échange. Ils ont employé des données de panel moyennes sur trois ans pour 93 pays en développement couvrant la période 1969-98 et des moyennes sur dix ans pour vérifier la robustesse de leurs conclusions par rapport aux effets de cycle. Leur étude a dégagé les résultats suivants: la dette a une relation en forme de courbe en U inversée avec la croissance (courbe de Laffer).

Pattillo et al. (2002) vont se servir de cette courbe pour expliquer la pression qu'exerce un certain niveau d'endettement sur la croissance économique en fournissant le raisonnement suivant: Lorsqu'un pays s'ouvre aux capitaux étrangers, l'impact des dettes contractées sur l'expansion sera, dans un premier temps, positif. Mais à mesure que les ratios de la dette augmentent au-delà d'un certain montant, tout nouvel emprunt ralentit la croissance, même si l'encours global de la dette continue d'exercer un effet positif sur la croissance. Ce montant peut être considéré comme le niveau d'endettement qui maximise la croissance. Pour les 93 pays, l'étude démontre que l'endettement semble avoir un impact global négatif sur la croissance lorsque la dette représente de 160 à 170 % des exportations, et de 35 à 40 % du PIB (en valeur actuelle nette). L'impact marginal devient négatif dès qu'elle atteint environ la

moitié de ces taux. Il apparaît aussi que l'écart de croissance entre les pays peu endettés (moins de 100 % des exportations ou de 25 % du PIB) et les pays très endettés (plus de 367 % des exportations ou de 95 % du PIB) est en moyenne supérieur à 2 % par an.

3.2.2- Travaux empiriques sur les déterminants de la croissance économique

Cette revue des travaux empiriques réalisés sur les déterminants de la croissance économique fait ressortir que l'investissement est le moteur de la croissance économique. Par contre, les résultats des économistes divergent lorsqu'il s'agit d'apprécier l'influence qu'exerce un accroissement démographique sur la croissance économique.

- Une autre thèse a été développée par Guillaumont (1985). Elle dégage la conclusion selon laquelle la croissance démographique agit positivement sur la croissance économique. Il affirme également que la croissance démographique est un défi auquel la société est obligée de répondre en investissant pour maintenir au moins son niveau de vie. Il développe ainsi la notion d'investissement démographique. Pour lui, l'investissement démographique engendre l'investissement de croissance.

- Tenou (1988), a axé sa recherche sur les déterminants de la croissance à long terme dans les pays de l'UEMOA. Cette étude a abouti aux résultats suivants: il a trouvé qu'en moyenne, la croissance réel du PIB par tête est influencée de façon significative par le capital humain (mesuré par le taux de scolarisation secondaire), le taux de croissance de la population, le taux d'investissement, le taux d'accroissement des exportations et le taux de consommation publique. Toutes ces variables sont, à l'exception du taux de croissance de la population et du taux de consommation publique, positivement corrélées à la croissance du PIB par tête.

Il affirme que d'autres variables non moins importantes comme le taux d'inflation, le taux d'endettement extérieur, l'évolution des termes de l'échange et le taux de change effectif réel ne sont pas apparues significatives. Il révèle également, à travers son étude, que le taux d'endettement extérieur a une influence négative sur le PIB par tête, mais de façon indirecte. La corrélation entre le taux d'endettement extérieur et le taux de consommation publique est positive. Ce dernier exerce, comme sus évoqué, un impact négatif sur la croissance du PIB par habitant.

- Azam et al. (1988), ont souligné que la croissance démographique est une variable susceptible d'agir à la fois sur l'emploi, sur la productivité et sur le taux d'investissement. Cette influence peut être selon les cas, positive ou négative.

- Savvidès (1995) a montré qu'en Afrique, les conditions initiales (le PIB/hab. de l'année de départ) influent négativement sur le taux de croissance du PIB par habitant, ce qui étaye la thèse de la convergence au sein du groupe. En revanche, le taux d'investissement, la croissance de l'ouverture commerciale, le développement financier et le degré de liberté politique et économique ont un impact positif et significatif sur le taux de croissance. En revanche, la croissance du ratio de dépenses publiques sur le PIB contribue de façon significativement négative à la croissance économique, ainsi que l'inflation (mais cette dernière de façon peu significative). Enfin, le taux de scolarisation dans le secondaire, le taux de croissance de la population et la variabilité du taux de change réel ne semblent avoir aucune influence statistiquement décelable. Savvidès souligne que l'absence de significativité du taux de scolarisation peut être due (comme d'autres études l'ont suggéré) au fait que le taux de scolarisation dans le secondaire n'est sans doute pas un bon indicateur du capital humain, notamment parce qu'il ne prend pas en compte l'efficacité de la formation. Commentant ses résultats, Savvidès souligne lui-même qu'il ne faut pas en exagérer la robustesse.

- Des résultats très proches de ceux dégagés par Savvidès sont obtenus par Ojo et Osbikoya (1995). Pour eux, l'essentiel de la croissance africaine s'explique (positivement) par le taux d'investissement, (négativement) par le taux de croissance de la population, (positivement) par les exportations, (positivement) par le taux de change réel. Les conditions initiales jouent un rôle : le taux de croissance est négativement corrélé au revenu par tête de l'année de départ (convergence conditionnelle). D'autres variables sont trouvées significatives, mais jouent un rôle réduit : le capital humain (mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes ou le nombre moyen d'années d'études), les libertés civiles.

CHAPITRE IV: METHODOLOGIE, RESULTATS ET INTERPRETATION

L'objectif de notre travail de recherche est de déterminer l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique dans les pays de l'UEMOA. En d'autres termes, nous voulons mettre en évidence la nature de la relation entre dette extérieure et croissance économique. Pour ce faire et en référence à la revue de la littérature empirique, nous avons retenu le modèle développé par Patillo et al. (2002) dans leur étude.

4.1 - Spécification du modèle d'analyse

Ces trois auteurs ont spécifié leur modèle afin de vérifier si la dette extérieure et la croissance sont liées. La régression a été faite sur des données de panel concernant 93 pays en développement. Leur étude, prenant en compte les déterminants types de la croissance a abouti aux conclusions que la dette extérieure de ces pays a eu un impact négatif sur leur croissance économique pendant la période 1969-1998.

Les auteurs ont pris le taux de croissance du PIB comme variable endogène. Comme facteurs explicatifs, ils ont retenu les variables suivantes:

- Le revenu par tête de la période précédente ;
- Le taux de croissance des termes de l'échange ;
- Le taux de croissance de la population ;
- Le ratio service de la dette extérieure sur les exportations ;
- Le taux de croissance du capital humain (prise en considération du taux de scolarisation au secondaire) ;
- Le taux d'investissement ;
- Le solde budgétaire en pourcentage du PIB ;
- Le degré d'ouverture de l'économie ;
- Le ratio encours de la dette extérieure sur les exportations.

Pour notre part, et en tenant compte des spécificités des économies que nous nous proposons d'étudier, notre modèle économétrique revêtira la forme suivante:

$$LPIB = f(LREVTET(-1), LDETPIB, LINVPIB, TCEXPR, LDSPIB, TCRPOP, TXINF)$$

LPIB: C'est le logarithme du produit intérieur brut. Le PIB est la somme de la valeur ajoutée de toutes les branches de l'économie nationale. Il représente la variable endogène dans notre modèle. La variation positive de cette grandeur mesure la croissance économique d'un pays.

LREVTET(-1): il s'agit du logarithme du revenu intérieur brut par habitant décalé. En effet, Savvidès (1995), Patillo et al. (2002) ont utilisé cette variable pour tester l'hypothèse de convergence non conditionnelle au sein d'un groupe de pays. Savvidès affirme ainsi qu'en Afrique, les conditions initiales (mesurées par le revenu ou le PIB initial) ont une influence négative sur le PIB. Le signe attendu du coefficient de cette variable est négatif.

LDETPIB: cette variable représente le logarithme du ratio encours de la dette extérieure totale sur le PIB. Un accroissement de l'encours de la dette extérieure se traduit par une augmentation du produit intérieur brut par habitant. Comme indiqué ci-dessus, la dette extérieure est destinée à combler le déficit de ressources internes nécessaires au financement de la croissance. L'entrée de capitaux étrangers permet de renforcer la capacité d'investissement au niveau national et donc, à travers les fonds investis, de provoquer une augmentation de la richesse nationale. Nul doute que le signe attendu du coefficient de cette variable est positif.

LINVPIB: est le taux d'investissement (en logarithmes). Il a une influence positive sur le taux de croissance réel du PIB par tête, car un accroissement de ce ratio induit une augmentation de la croissance et donc une hausse du taux réel de croissance rapporté au nombre d'habitant.

TCEXPR: représente le taux réel de croissance des recettes d'exportation. Lorsque les recettes d'exportation sont en hausse, la capacité de financement sur fonds propres augmente. Ainsi, il y a une corrélation positive entre ce taux et celui du PIB en termes réels. Ceci conduit à la conclusion que le signe du coefficient de cette variable est positif.

LDSPIB: c'est le ratio du service de la dette extérieure sur le PIB en logarithme. Le service de la dette extérieure représente la partie du principal augmentée des intérêts sur le principal acquittée chaque année au titre de l'endettement extérieur. Il mesure le degré de la sévérité de

l'endettement extérieur d'un pays. Aussi, il est l'un des ratios retenus par la Banque Mondiale et le FMI pour décider de l'admission d'un pays à l'initiative PPTE. L'accroissement de ce ratio implique une hausse des ressources internes destinées au remboursement de la dette et donc une diminution de capitaux devant servir à l'investissement. Cette diminution du volume des investissements conduit au ralentissement de la croissance et donc à la baisse du taux de croissance réel du PIB par habitant. Pour cette raison, le signe attendu pour cette variable est négatif.

TCPOP : c'est le taux de croissance de la population. Dans les travaux empiriques relatifs à la contribution de la croissance démographique à la croissance économique, les résultats divergent. Certaines recherches ont abouti à la conclusion que l'accroissement de la population a un effet bénéfique sur la croissance économique (Hirshman, Ojo et Oshikoya). Quant à Azam et al., ils affirment que la croissance démographique peut avoir selon les cas une influence négative ou positive. Les études appliquées au cas des pays africains aboutissent globalement à une corrélation négative entre le taux de croissance de la population et le taux de croissance réel du PIB

TXINF : il s'agit du taux d'inflation que la théorie économique et la majorité des travaux empiriques considèrent comme influençant négativement le taux de croissance réel du PIB par tête. Selon Feldstein (1982), l'inflation accroît le coût en capital, ce qui réduit les investissements et par conséquent, la croissance économique. La relation entre la croissance et l'inflation serait donc négative. Dans le cadre de cette étude, nous postulons pour un signe négatif du coefficient de cette variable.

Ainsi, la forme logarithmique du modèle se présente comme suit :

$$LPIB = a_i + b_1 \text{Log}(\text{REVTET}(-1))_{it} + b_2 \text{Log}(\text{DETPIB}(-1))_{it} + b_3 \text{Log}(\text{INVPIB})_{it} + b_4 (\text{TCEXP})_{it} + b_5 \text{Log}(\text{DSPIB})_{it} + b_6 (\text{TCRPOP})_{it} + b_7 (\text{TXINF})_{it} + \mu_{it}$$

Dans ce modèle, i représente les pays de l'échantillon ($I = 7$) et t symbolise le temps ou la période prise en compte dans l'étude qui s'étale de 1972 à 2001 ($T = 30$)

μ_{it} est le terme d'erreur

TABLEAU 6: LISTE DES VARIABLES EXPLICATIVES ET DES SIGNES ATTENDUS

Variable endogène : Logarithme du PIB (LPIB)		
Variables explicatives	Notation	Signe attendu
Logarithme du revenu int. brut par tête décalé	LREVTET(-1)	Négatif
Log. du ratio enc. dette ext. sur PIB décalé	LDETPIB(-1)	Positif
Log. du ratio inv. intér. brut sur PIB	LINVPIB	Positif
Taux de croissance des recettes d'export.	TCEXP	Positif
Log. du ratio service de la dette ext. sur PIB	LDSPIB	Négatif
Taux de croissance de la population	TCRPOP	Négatif
Taux d'inflation	TXINF	Négatif

4.2 - Source des données

Toutes les données qui ont servi à l'estimation des paramètres du modèle sont extraites à partir de deux sources. Les données des variables REVTET(-1) et TXINF sont extraites du CD-rom 2003 de World Development Indicators. Celles des variables PIB, DETPIB, INVPIB, DSPIB, proviennent du CD-rom World Bank Africa Database. Les taux de croissance des recettes d'exportations (TCREXP) et ceux de la population (TCRPOP) ont été calculés à partir des données collectées dans le CD-rom World Bank Africa Database. Les données relatives au taux de scolarisation dans le secondaire et au solde budgétaire par rapport au PIB ne sont pas disponibles. Toutes les données relatives aux variables de niveau (PIB, recettes d'exportation) sont réelles sur la période de notre étude.

4.3 - Technique d'estimation

L'estimation économétrique de ce modèle est faite sur des données de panel, grâce aux logiciels EVIEWS et STATA. La technique retenue est celle des moindres carrés généralisés communément utilisée dans les analyses transversales. Par conséquent, les résultats obtenus expriment des effets moyens.

Le panel peut être défini comme un ensemble d'individus dont l'observation est répétée au cours du temps. Au sens strict du terme, le terme panel s'applique lorsque l'on parle d'un groupe de personne, sans que la dimension temporelle soit nécessairement présente, mais en économétrie sa signification est différente. Outre le fait qu'il comporte obligatoirement une information dynamique, c'est-à-dire au moins deux points dans le temps, la notion d'individu est prise au sens large: elle peut se référer à une personne physique, mais aussi à une entreprise, une région, un pays comme c'est le cas ici, un secteur d'activité, ou à une catégorie de dépenses. L'important est de disposer, en effet, de plusieurs individus homogènes dans la base de données.

On considérera par la suite que l'on dispose d'observations statistiques pour N individus durant T périodes de temps. Que ces dernières soient annuelles, hebdomadaires ou autres n'a pas d'importance. Seul compte le fait que les périodes considérées soient **homogènes** au sein de l'échantillon. Si pour chaque individu on dispose du même nombre d'observations (ici, T observations par individus), on parlera d'échantillon cylindré. Dans le cas contraire, les résultats présentés par la suite restent valables. Néanmoins, le traitement économétrique d'un échantillon non cylindré tendra à accorder plus d'information à certains individus qu'à d'autres. Les résultats obtenus refléteront alors principalement les caractéristiques des individus les plus représentés dans l'échantillon, autrement dit, ceux pour lesquels on dispose du plus grand nombre d'informations dans le temps.

Considérons la variable PIB dont on cherche à expliquer l'évolution dans le temps et pourquoi il diffère d'un pays à l'autre. Cette variable est doublement indicée: i représente l'individu (pays) et t représente la période considérée.

D'après Dessus (1996), les modèles à effets fixes et à erreurs composées sont les plus répandus dans les applications économétriques sur données de panel. D'une manière générale, le modèle s'écrit:

$$Y_{it} = X_{it} \cdot b + \epsilon_{it}, i = 1, \dots, N \text{ et } t = 1, \dots, T$$

On suppose que :

- ◆ ϵ_{it} est une perturbation et centrée, $E(\epsilon_{it}) = 0$
- ◆ Les variables X_{it} sont indépendantes de ϵ_{it}
- ◆ Les variables explicatives sont non colinéaires

A partir de cette écriture générale du modèle et en fonction du schéma de variation des paramètres, nous pouvons avoir un modèle à effets fixes ou un modèle à effets aléatoires (encore appelé modèle à erreurs composées). Lorsque les coefficients des paramètres sont uniformes d'un individu à un autre, sauf pour le terme constant (α_i), on est en présence d'un modèle à effets fixes qui s'écrit alors:

$Y_{it} = \alpha_i + X_{it}.b + \varepsilon_{it}$, le modèle a un seul effet spécifique et son estimateur est appelé « within ». Sinon, nous avons cette autre écriture qui représente le modèle à erreurs composées: $Y_{it} = X_{it}.b + \varepsilon_{it}$, avec $\varepsilon_{it} = \alpha_i + \mu_{it}$, où α_i et μ_{it} sont des perturbations aléatoires non corrélées. L'erreur de l'équation est composée de deux parties:

- ♦ α_i : effet individuel
- ♦ μ_{it} : effet résiduel

Aussi, le test de Fisher doit être pratiqué pour choisir entre le modèle à effets fixes et le modèle sans effets. Ce test se présente ainsi :

- **Hypothèse nulle: absence d'effets fixes**
- **Hypothèse alternative: présence d'effets**

Quant au test d'Hausman (1978), il permet de tester une spécification à effets aléatoires contre celle à effets fixes. Ainsi, le test de spécification d'Hausman consiste donc à choisir entre le modèle à effets fixes et le modèle à effets aléatoires.

Le choix des variables explicatives est dicté par la disponibilité des données et celui de la période d'analyse (1972-2001) par le simple fait d'avoir un grand nombre d'observations par variable (30).

Les données sur la Guinée-Bissau, concernant les variables retenues, ne sont disponibles qu'à partir de 1975 dans les documents qui nous ont servi de sources. Aussi, ce pays ne fait pas partie du panel. La méthode d'estimation des coefficients des paramètres utilisée est celle des moindres carrés généralisés, communément requise pour les analyses transversales.

4.4 - Résultats économétriques

Nous avons estimé le modèle à effets fixes, le modèle à effets aléatoires et le modèle sans effets. Au terme de cette revue, le modèle à effets fixes apparaît être le plus robuste au plan des tests économétriques et de l'explication économique.

Dans ce qui suit, nous donnons les résultats de l'estimation économétrique du modèle ci-dessus. La significativité statistique des coefficients des variables est appréciée au seuil de 5%

Le tableau 7, ci-après, donne les résultats de l'estimation économétrique du modèle à effets fixes.

TABLEAU 7: RESULTAT DE LA REGRESSION

Variable dépendante : Logarithme du PIB (LPIB)

Variables explicatives	Coefficient	t- statistic	Probabilité
LREVTET (-1)	0.787	14.826	0.0000
LDETPIB	0.296	12.191	0.0000
LINVPIB	0.179	4.054	0.0001
LDSPIB	-0.059	-2.268	0.0244
TCEXP	0.169	2.068	0.0399
TCRPOP	-0.075	-1.970	0.0502
TXINF	-0.007	-5.076	0.0000
Effets fixes			
Bénin		5.395662	
Burkina Faso		5.919366	
Côte d'Ivoire		6.719322	
Mali		5.623994	
Niger		5.970530	
Sénégal		5.997494	
Togo		4.945768	
$R^2 = 0,94$ $R^2 \text{ ajusté} = 0,94$ Durbin Watson statistic = 1,103 Prob(F-statistic) = 0,0000			

Au plan global, le coefficient de détermination (R^2) indique que 94% des fluctuations du Produit Intérieur Brut (PIB) des pays de l'UEMOA, sont expliquées par les variables considérées dans le modèle. La statistique de Fisher (F-statistic) = 274,2 et dont la probabilité

est égale à 0,0000 indique que les variables explicatives ont globalement un effet significatif sur le PIB.

Les coefficients standardisés ⁽²⁾ permettent de classer les variables explicatives influençant significativement la variable endogène par ordre d'importance relative. Le résultat du calcul de ces coefficients (voir tableau ci-dessous) donne le classement suivant, dont l'ordre est décroissant. Ainsi; nous avons, le revenu intérieur brut par habitant de la période précédente (REVTET(-1)), le ratio encours de la dette extérieure sur le PIB (DETPIB), le taux réel de croissance des recettes d'exportation (TCEXPR), le taux d'inflation (TXINF), le taux d'investissement (INVPIB), le taux de croissance de la population (TCRPOP) et enfin, le ratio service de la dette extérieure sur le PIB (DSPIB).

TABLEAU 8: TABLEAU RECAPITULATIF DES COEFFICIENTS DES VARIABLES DU MODELE

Variabes explicatives	Coefficients estimés	Coefficients standardisés
LREVTET(-1)	0,787	0,589
LDETPIB	0,296	0,310
LINVPIB	0,179	0,072
TCEXPR	0,169	0,114
LDSPIB	-0,059	-0,058
TCRPOP	-0,075	-0,061
TXINF	-0,007	-0,074

4.5 - Interprétation des résultats

4.5.1 - Le revenu initial par habitant

Le coefficient de la variable revenu intérieur brut par tête décalé, représentant le revenu initial (0,78), est positif et statistiquement significatif. Il n'a pas le signe attendu. Il indique qu'en moyenne une augmentation de 10 % du revenu initial par habitant (REVTET(-1)), entraîne une hausse du PIB de 7,8 points de pourcentage. Cette variable est souvent incluse

(2) Pour obtenir le coefficient standardisé d'une variable explicative donnée, on multiplie, dans une première phase, le coefficient estimé de ladite variable par son écart-type. Le résultat ainsi obtenu est rapporté, dans une seconde phase, à l'écart-type de la variable dépendante, pour obtenir le coefficient standardisé (Pindyck et Rubinfeld, 1991, p. 85)

dans les modèles économétriques de croissance à long terme pour tester l'hypothèse de convergence conditionnelle. D'après cette hypothèse, la croissance à long terme des pays initialement plus pauvres tend à s'accroître plus vite que celle des pays initialement plus riches. Il y aurait donc, à long terme, une convergence des taux de croissance des pays riches et des pays pauvres (effet de rattrapage). La convergence conditionnelle supposant qu'à des caractéristiques économiques similaires (similitude des taux d'investissement, des taux d'éducation, etc), les niveaux de productivité convergeront à long terme. L'hypothèse de convergence conditionnelle n'est pas validée ici puisque le signe du coefficient de la variable, significative du point de vue statistique, est positif. Ce résultat signifie qu'à long terme, le PIB des pays de l'UEMOA les plus pauvres au départ de l'intégration, n'augmente pas plus rapidement que ceux initialement considérés comme les plus riches. A long terme, il n'y aurait donc pas de rattrapage.

4.5.2- Le Ratio encours total de la dette extérieure sur le PIB (en %)

Son coefficient (0,29), est aussi statistiquement significatif et positif (signe attendu). Le résultat obtenu montre qu'une hausse de 10 % en moyenne du ratio encours total de la dette extérieure sur le PIB induit une augmentation du PIB de 2,9 points de pourcentage. Le ratio encours de la dette extérieure sur le PIB influence donc significativement le taux de croissance réel du PIB par habitant. En effet, la dette peut-être interprétée comme un financement extérieur reçu et destiné à l'investissement. Etant donné que l'investissement est source de croissance économique, on arrive à la conclusion que l'endettement extérieur en soi n'est pas un frein au développement des économies qui souffrent d'une carence de ressources internes. Ce n'est que lorsque cet endettement extérieur atteint un certain niveau qu'il devient un handicap pour la croissance. Les études empiriques ont montré que lorsque ces niveaux sont atteints, l'efficacité marginale d'une unité monétaire empruntée devient inférieure au taux d'intérêt appliqué pour le remboursement des emprunts. Cette conclusion a été dégagée par Patillo et al. (2002) ; mais également, par Iyoha (1999), Osei (2000) et Ajayi (2000).

4.5.3- Le ratio investissement intérieur brut sur le PIB (en %)

Le coefficient de cette variable (0,17) est significatif du point de vue statistique. D'un point de vue économique, ce résultat nous autorise à dire que ce ratio influence très significativement le taux de croissance réel du PIB par habitant dans les pays de l'UEMOA. En effet; si on décide d'accroître ce ratio, qui mesure le taux d'investissement, de 10 % en moyenne, il s'en suit une hausse du PIB de 1,7 points de pourcentage. L'investissement s'avère ainsi être le moteur de la croissance économique dans les pays de l'UEMOA. Tous les modèles de croissance aussi bien endogène qu'exogène considèrent l'investissement comme le facteur qui impulse et permet de maintenir une croissance forte à long terme. Les travaux empiriques sur les sources de la croissance économique à long terme ont également abouti à la même conclusion. A ce titre, les travaux de Savvidès (1995), Ojo et Oshikoya (1995) sont très édifiants.

4.5.4- Le taux réel de croissance des recettes d'exportation

Son coefficient (0,16) positif (signe attendu), est statistiquement significatif. Ceci permet de dire qu'en moyenne, lorsque le taux de croissance des recettes d'exportation augmente de 10 %, le PIB enregistre une hausse de 1,6 points de pourcentage. Compte tenu des résultats de l'analyse théorique faite ci-dessus et relative aux potentialités économiques que renferment les pays de l'UEMOA dans le secteur primaire en général et agricole en particulier. Nous pouvons dire que le comportement favorable du taux de croissance des recettes d'exportation permet de bâtir une stratégie de développement axée sur la promotion des exportations et par voie de conséquence, de recommander que des investissements massifs soient faits dans le secteur primaire. L'impact positif qu'une hausse des recettes d'exportation induit sur la croissance économique avait été mis en évidence par Ojo et Oshikoya (1995).

4.5.5- Le ratio service de la dette extérieure sur le PIB

Le coefficient de cette variable (-0,05) a le signe attendu (signe négatif). Elle est également statistiquement significative. Ainsi, si l'on augmente ce ratio de 10, il y a une diminution du PIB de 0,5 point de pourcentage. Ce ratio d'endettement mesure la proportion du service de la dette extérieure couverte par le produit intérieur brut. Il est d'une extrême importance, car il permet de surveiller le niveau d'endettement d'un pays et à ce titre, il est souvent employé comme indice de référence dans les stratégies de gestion de l'endettement extérieur. Ce

résultat est conforme à celui de Patillo et al. (2002). Le remboursement de la dette extérieure (principal plus les intérêts sur le principal) a pour conséquence de détourner les ressources qui devraient servir à l'investissement. Avec le service de la dette extérieure, les investissements diminuent et la production également. Ce qui, par voie de conséquence, provoque une baisse du PIB et donc une diminution de la croissance économique.

4.5.6- Le taux de croissance de la population

Son coefficient (-0,07) a le signe négatif attendu et significatif du point de vue statistique.

La croissance démographique agit négativement sur la croissance économique en ce sens qu'elle induit une augmentation des dépenses publiques dans le secteur social (santé, habitat, éducation). Dans des pays, comme ceux de l'UEMOA, où il y a une insuffisance de capitaux, la hausse de ces dépenses provoque une diminution du budget d'investissement et donc un ralentissement de la croissance économique. C'est le sens du signe négatif affecté à cette variable. Ainsi, Savvidès (1995) a trouvé que la croissance de la population agissait négativement sur les performances économiques d'un pays. Une hausse du taux de croissance de la population de 10 % induirait une baisse du PIB de 0,7 point de pourcentage.

4.5.7- Le taux d'inflation

Le coefficient (-0,007) du taux d'inflation est négatif (signe non attendu) et significatif du point de vue statistique. Il implique qu'une augmentation en moyenne du taux d'inflation de 10 % entraîne une diminution du PIB de 0,07 point de pourcentage. Ce qui conduit à dire que le taux d'inflation influence significativement le PIB dans les pays de l'UEMOA. Ce résultat est conforme à celui de Ojo et Oshikoya (1995). Mais l'influence de l'inflation sur la croissance économique dans les pays de l'UEMOA est très modérée à cause de la politique de maîtrise de ce phénomène instituée par les responsables qui fixent le taux d'inflation annuel maximum à -3 % (voir pacte de convergence et de solidarité).

Globalement, le modèle nous a permis de vérifier toutes les hypothèses de la recherche. Nous avons ainsi pu montrer que l'investissement est le moteur de la croissance économique dans les pays de l'UEMOA. L'endettement extérieur d'un côté agit positivement sur la croissance économique puisqu'il permet d'avoir les ressources financières destinées à l'investissement. Mais d'un autre côté, il a un impact négatif sur la croissance parce qu'au fur et à mesure qu'il

s'alourdit il produit des effets adverses sur cette croissance. Les capitaux qui devraient être investis dans l'économie pour augmenter sa capacité de production sont plutôt utilisés dans le service de la dette extérieure. La question qui se pose est maintenant de déterminer le niveau d'endettement optimal afin qu'il continue à agir favorablement sur la croissance économique. Les recherches futures sur l'impact de l'endettement extérieur sur la croissance économique dans les pays de l'UEMOA pourraient donc être menées dans ce sens. Connaître le niveau d'endettement optimal pour chaque pays membre de l'UEMOA serait une information capitale pour l'élaboration et la gestion d'une politique saine d'endettement extérieur.

Le modèle a également permis de montrer que la hausse des recettes d'exportation contribue efficacement à la croissance économique dans l'espace UEMOA. Les déterminants de la croissance économique sont : l'investissement, les recettes d'exportation et les financements extérieurs qui induisent un effet positif. Le service de la dette, la démographie et l'inflation influence négativement cette croissance au sein des pays de l'UEMOA.

CHAPITRE V: RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ET CONCLUSION GENERALE

5.1 - Recommandations de politique

À la lumière des résultats que le modèle nous a permis de dégager et en conformité avec les analyses théoriques relatives aux potentialités économiques dont les pays membres de l'espace UEMOA sont dotés, nous pouvons formuler les recommandations de politique.

Ces dernières sont adressées aux autorités nationales responsables de l'élaboration et de la gestion des politiques de développement dans les différents pays concernés. Elles s'articulent essentiellement autour des grands axes suivants:

- a)- la formulation et l'application d'une politique d'endettement tolérable.
- b)- la conception et la mise en œuvre d'une politique d'investissement orientée vers les secteurs porteurs de l'économie dont en priorité, le secteur primaire;
- c)- la promotion des exportations par l'augmentation de la production et la diversification des cultures de rente;
- d)- la définition d'une politique de population ;
- e)- la poursuite d'une politique de maîtrise de l'inflation

5.1.1 - Formulation et application d'une politique d'endettement « soutenable »

La théorie économique, relayée par les travaux empiriques de beaucoup d'économistes sur la rentabilité des investissements, affirme que la croissance transmise par des investissements massifs dans des secteurs porteurs est plus élevée dans les pays en développement que dans les économies matures. L'endettement est porteur de croissance économique lorsque le taux d'intérêt des emprunts est inférieur ou égal à l'efficacité marginale d'une unité monétaire empruntée. Ainsi, pour les pays en développement confrontés à une insuffisance d'épargne, le recours à l'endettement extérieur se trouve justifié dès l'instant que les fonds empruntés sont canalisés vers l'investissement de production de biens et services. Les investissements doivent être en mesure de générer des ressources financières suffisantes permettant de faire face aux remboursements de la dette extérieure.

Afin que le niveau de cet endettement ne dépasse pas les capacités de remboursement de l'économie nationale, une politique adéquate de gestion de la dette s'impose pour qu'elle continue à avoir des effets bénéfiques sur la croissance économique. En effet, des mécanismes de contrôle de l'endettement au double niveau des nouveaux montants à solliciter et des sommes à rembourser au titre du service de la dette doivent être mis en place. L'impact négatif que la variable économique ratio du service de la dette extérieure sur le PIB a produit sur le PIB incite à une grande prudence quant au recours à l'endettement extérieur comme source de financement du développement.

A cet effet, le niveau et la source de l'endettement extérieur doivent être constamment surveillés afin de ne pas dépasser les plafonds préalablement définis. En ce qui concerne la source, il faudra privilégier l'endettement auprès des institutions internationales de financement du développement (Association Internationale de Développement, Banque Africaine de développement, Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique, Banque Ouest Africain de Développement, etc) qui appliquent des taux concessionnels.

Les besoins de financement doivent être clairement définis et les secteurs porteurs de l'économie bien identifiés afin de rentabiliser les fonds empruntés. Enfin, pour une gestion efficace et saine de l'endettement extérieur, les statistiques doivent être régulièrement tenues et des moyens mis à la disposition des gestionnaires.

5.1.2 - Politique d'intensification des investissements et leur orientation prioritaire vers les secteurs porteurs de l'économie

Pour maintenir un taux de croissance économique élevé, les pays de l'UEMOA doivent investir davantage. Les résultats économétriques ont montré que lorsque le taux d'investissement augmente, la croissance est plus forte. L'analyse du secteur primaire des économies nationales a mis en évidence l'existence d'immenses potentialités agricoles, forestières, maritimes et pastorales.

Rostow écrit que le décollage économique ou « take off » commence dans le secteur primaire. Cette affirmation est surtout vraie pour les pays en développement dont la dotation naturelle en ressources se trouve localisée dans ce secteur. De toute évidence, le secteur primaire n'a pas encore été suffisamment mis en valeur et une attention toute particulière doit être réservée à ce secteur dans les nouveaux plans et programmes d'investissement destinés à assurer une

forte croissance économique dans les pays de l'UEMOA. En effet, il incombe aux pouvoirs publics de construire les infrastructures physiques nécessaires au déploiement des activités économiques. Aussi, les investissements doivent également être appliqués dans ce secteur vital de l'économie.

5.1.3 - Politique de promotion et de diversification des exportations

Les politiques visant à promouvoir les exportations afin de réduire les distorsions dans l'économie demeurent nécessaires. Le secteur secondaire est encore embryonnaire dans la presque totalité des pays de l'UEMOA. Seuls la Côte d'Ivoire et le Sénégal peuvent être considérés comme assez bien dotés en infrastructures industrielles. La politique de promotion des exportations visera surtout l'augmentation de la production dans le secteur primaire qui ne peut-être obtenue que grâce à une intensification des investissements. Il faudra non seulement accroître les surfaces exploitées dans l'agriculture, il faudra également mettre en valeur les ressources forestières halieutiques et pastorales. Appliquer une politique de diversification des cultures de rente pour éviter la trop grande dépendance des économies nationales vis-à-vis d'un seul produit d'exportation et des fluctuations des termes de l'échange.

En effet, l'évolution à la hausse des quantités exportées de biens et services non facteurs est d'autant plus importante que les recettes en devises servent à honorer les échéances de remboursement de la dette extérieure. Le montant des recettes d'exportation est un facteur de référence pour apprécier la sévérité de l'endettement extérieur d'un pays (ratio service de la dette extérieure sur exportations). C'est pourquoi la Banque Mondiale et le FMI s'en servent pour l'admission des pays sévèrement endettés à l'initiative PPTE. D'où le rôle crucial que jouent les recettes d'exportations dans l'impulsion et le maintien d'une croissance économique forte et durable. Ainsi, une bonne politique de promotion et de diversification des exportations doit être élaborée et mise en œuvre dans tous les pays de l'UEMOA afin d'exploiter au mieux le secteur primaire qui constitue leur grand atout dans la perspective d'une croissance économique à long terme.

5.1.4 – Définition d'une politique de population

La croissance démographique provoquant une baisse du PIB et donc un ralentissement de la croissance, nous recommandons l'application d'une politique de population qui encourage la baisse de la natalité et la mise en valeur des ressources humaines par la formation et l'apprentissage. Le contenu de cette politique de croissance démographique optimale doit agir en même temps sur le taux de natalité et sur le taux de mortalité. Un taux de natalité modéré couplé avec un taux de mortalité suffisamment bas permettrait de rentabiliser la contribution du facteur travail à la croissance économique. La formation et l'apprentissage est l'autre facteur qui permet d'optimiser l'impact de la population sur la croissance économique. Une population bien éduquée et munie d'une qualification professionnelle adéquate contribue plus efficacement à la production, donc à la croissance du PIB. Concrètement, dans tous les pays de l'UEMOA, cette politique de population a déjà été élaborée et est en train d'être appliquée.

5.1.5 – Poursuite de la politique de maîtrise de l'inflation

Cette politique existant déjà à travers du pacte de convergence et de solidarité, elle doit être poursuivie. En effet, le taux d'inflation n'exerce un impact négatif sur la croissance qu'à partir d'un certain seuil. Ce seuil serait peut-être les 3 % que le pacte de convergence conseille de ne pas dépasser. Le modèle a mis en évidence une influence négative trop modérée de l'inflation sur la croissance ; ainsi, sa maîtrise ou son maintien à des taux suffisamment bas serait le résultat d'une politique monétaire saine et stable sur le plan interne.

5.2 - Conclusion générale

La présente étude a permis d'arriver au résultat que la dette extérieure a influencé significativement la croissance économique dans les sept pays de l'UEMOA, pendant la période 1972-2001. D'un côté le recours à l'endettement extérieur s'avère nécessaire car il permet de satisfaire les programmes d'investissement. De l'autre, le remboursement de la dette provoque une diminution du volume de l'investissement et par voie de conséquence, une baisse de la croissance.

L'investissement est le moteur de la croissance économique à long terme dans les pays considérés. La thèse du rattrapage qui postule qu'avec des conditions initiales identiques (similitude des taux d'investissement, des taux d'éducation), les pays les moins développés

rattraperont les plus avancés n'est pas vérifiée ici. L'inflation bien qu'influençant négativement la croissance, ne semble pas jouer un rôle déterminant. Par contre la croissance démographique doit être maîtrisée par la diminution des taux de natalité afin qu'elle ne soit pas un frein à la croissance économique.

Ces résultats économétriques doivent constituer un cadre de référence pour l'élaboration de futures politiques globales de développement en général et d'endettement extérieur en particulier. La dette extérieure n'est pas en soi un frein au progrès économique. Il faut tout simplement surveiller le niveau de l'endettement extérieur afin qu'il demeure soutenable et concoure à la croissance économique à long terme. Une politique de gestion de la dette extérieure s'impose. Pour réaliser cet objectif de gestion efficace et continu de la dette extérieure, les pouvoirs publics doivent mettre à la disposition des gestionnaires, des instruments de référence, des informations fiables relatives à ce sujet et des moyens suffisants. Le secteur primaire a été identifié comme étant le poumon des économies nationales dans l'espace UEMOA. Aussi, sa mise en valeur devient une nécessité extrême si l'UEMOA veut éradiquer la pauvreté et se hisser sur le sentier d'une croissance durable et irréversible. Une politique tendant à favoriser un accroissement continu de l'investissement peut aider à atteindre cet objectif.

L'initiative PPTE, qui a suscité beaucoup d'espoir, n'a pas pu rendre soutenable la dette extérieure des pays bénéficiaires. L'allègement de la dette n'a pas également permis de réaliser la croissance économique. Cette croissance du produit intérieur brut par habitant si nécessaire car elle va favoriser l'élévation du niveau de vie des populations. La pauvreté sera ainsi éradiquée si les populations vivent mieux puisqu'elles disposeront du minimum vital nécessaire à leur bon entretien.

L'objectif de notre étude n'a malheureusement pas été de déterminer le niveau optimal d'endettement qui n'entrave pas la poursuite de la croissance économique, mais nous conseillons vivement une telle recherche. Ses résultats permettront de connaître le plafond d'endettement extérieur qui ne nuit pas à la croissance. Ainsi, pour les pays de l'UEMOA, disposer d'une telle information, permettra de renforcer les instruments d'une gestion encore plus efficace de la dette extérieure.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Ajayi, S. I. (2000), *Macroeconomic Approach to External Debt: The case of Nigeria*. Washington, D.C., IMF.
- Assidon, Elsa (2002), *Les Théories Economiques du Développement*. 3^{ème} édition. Paris, Editions la Découverte.
- Azam, J.P. et al. (1998), *Methodological Problems in Cross-country Analysis of Economic Growth*. World Bank Working Papers, June.
- Banque de France (2002), Rapport Zone Franc 2002. [http:// www.banque-france.fr/pdf](http://www.banque-france.fr/pdf)
- Barungi B. M. and Michael Atingi (2000), *Growth and Foreign Debt: The Ugandan Experience*. Washington, D.C, IMF.
- Barro, R. J. (1989), "The Ricardian Approach to Budget Deficits", *Journal of Political Economy*, Vol. N° 3, pp. 37-54.
- Bastable, C. F. (1899), "On some applications of the theory of international trade". *Quarterly Journal of Economics*, vol. III, pp 119-165, October.
- Berthélémy, J. -C (1987), *La théorie des transferts internationaux*, Economica.
- Berthélémy, J. -C (1990), L'endettement du Tiers-Monde, collection « Que sais-je ? », Presses Universitaires de France (PUF).
- Borensztein, E. (1990), *Debt overhang, debt reduction and investment: the case of Philippines*. IMF WP/90/77. Washington, D.C., IMF.
- Cairnes, J. E. (1874), *Some leading prince of political economy newly expounded*. Londres.
- Calvo, G. (1989), *A delicate equilibrium: Debt relief and default penalties in an international context*. In: Frankel, J. A., M. F. Dooley and P. Wickham, eds. *The external debt problem in Africa: A comparative study of Nigeria and Morocco*, Washington DC, IMF
- Chenery, H B. and A. M. Strout (1966), "Foreign assistance and economic development", *American Review*, Vol. N° 56, pp. 679-733, September.
- Christina, D. (2002), "La Dette: quand est-elle excessive?" *Finances et Développement*, Vol. 39, N°4, pp. 1-3, Décembre.
- Claessens, S. (1990) "The Debt Laffer Curve: Some estimates", *World Development*, Vol. 18 N° 12, pp. 1671-1678, December.
- Daniel, C. (1998), *Growth and External Debt: A New Perspective on The African and Latin American Tragedies*. Paris, Ecole Normale Supérieure, Cepremap and Cepr.

- Cohen, D. (1996), "The sustainability of African Debt", *World Bank Policy Research Paper N° 1621*, Washington DC.
- David, D. and Aart Kraay (2001), *Growth is good for the Poor*. World Bank Policy Research Department Working Paper N° 2587. Washington, D.C., IMF.
- Deshpande, A. (1997), "The debt overhang and the disincentive to invest", *Journal of Development Economics*, Vol.52, pp. 169-187
- Dessus, S. (1996), *Introduction à l'économétrie des données de panel*. Dakar, CODESRIA.
- Destanne de Bernis, G. (1988) *Endettement et développement, quelques leçons de la crise actuelle*. *Economie appliquée*, t.XLI. N° 4, Paris, Presses Universitaires de Grenoble.
- Diallo, A. (2002), *Endettement Extérieur et Croissance Economique au Sénégal*. Mémoire de DEA, Dakar (Sénégal), IDEP.
- Dodaro, S. (1991), "Comparative Advantage, Trade and Growth: Export-Led Growth Revisited", *World Development*, Vol. 19, No 9, pp. 1153-1165, Washington DC.
- Domar, E. (1946), *Capital Expansion, Rate of Growth and Employment*. Paris, Economica.
- Doucouré B. F. (2004), *Econométrie appliquée ; Cours et travaux pratiques*. Dakar (Sénégal) Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD).
- Easterly, W. (1999), « How did indebted poor countries become highly indebted? Reviewing two decades of debt relief », *World Bank Policy Research Paper N° 2225*, Washington DC.
- Easterly, W. (2001), "Is investment in Africa too low or too high? Macro and Micro evidence", *World Bank Policy Research Paper N° 2225*, Washington DC.
- Eichengreen and al. (1986), "Debt and Default in the 1930s: Causes and consequences", *European Economic Review*, Vol. 30, pp. 565-589.
- Ernesto, H. -C. (2000), "Croissance et Investissement en Afrique subsaharienne: que peut-on faire ?", *Finances et Développement*, vol. 37, N° 4, pp. 1-4, Décembre.
- Feldstein, M. (1982), "Inflation, Tax Rules and Investment: Some Econometric Evidence", *Econometrica*, N° 50, pp. 825-862.
- FMI, (1989), *External Debt Histories of Ten Low-Income Countries: Lessons from their Experience*. Washington, D.C.
- Froot, K. (1989), "Buybacks, exit bonds, and the optimality of debt and liquidity relief". *International Economic Review*, Vol. 30, pp. 49-70, February.
- Guillaumont, P. (1985), *Economie du développement*. Tome 2. Paris, PUF.

- Gupta, Sanjeev et al. (2001), "Allègement de la dette et dépenses publiques dans les pays pauvres très endettés". *Finances et Développement*, vol. 38, N° 3, pp. 1-4, septembre.
- Hausman, J. A. (1978), "Specification Tests in Econometric", *Econometrica*, N°46, pp. 1251-1271
- Henrik, H. (2001), *The Impact of Aid and External Debt on Growth and Investment: Insights from Cross-Country Regression Analysis*. Copenhagen (Denmark), Institute Of Economics, University of Copenhagen.
- Harrod, R. (1939), "An Essay in Dynamic Theory", *Economic Journal*, Vol. 49, pp.985-994
- Iyoha, M. A (1999), *External debt and Economic Growth in Sub-Saharan African countries: an econometric study*. Nairobi, AERC.
- Jacquemot, P. et Marc Raffinot (1993), *La Nouvelle Politique Economique en Afrique*. Paris, Edicef/Aupelf.
- Kaldor, N. (1956), "Alternative Theories of Distribution". *Review of Economic Studies*, XXIII, pp. 83-100.
- Keynes, J. M. (1972), *Essais sur la monnaie et l'économie (Essays in Persuasion)*. Paris, Petite bibliothèque Payot.
- Koné, S. (2002), "Dette de l'Afrique de l'Ouest: le nœud coulant", *Ouest Afrique Economie*, N°16, pp. 1-2.
- Kossi T. (1998), *les déterminants de la croissance à long terme dans les pays de l'UEMOA*. Dakar (Sénégal), BCEAO.
- Krugman, P. (1988), "Financing vs. forgiving a debt overhang: Some analytical notes", *Journal of Development Economics*, Vol. 29, N°, pp. 253-268, November.
- Lucas, R. (1986), "Adoptive Behaviour and Economic Theory". *Journal of Business*, University of Chicago Press, vol. 59(4), pages S401-26, October.
- Mabilais, R. et Alex de La Forest-Divonne (2002), *la dette des pays du Sud et le financement du développement*. Paris, éditions du CCFD.
- Marc, R. et Baptiste Venet (2000), *Croissance, ouverture et Dette Extérieure*. Université Paris IX Dauphine, Paris.
- Ng'eno, N. K. (2000), *The External Debt Problem of Kenya*. Washington, D.C., IMF.
- Ojo, K. O and T. Oshikoya (1995), "Determinants of Long-term Growth: Some results". *Journal of African Economies*, vol. 4(2), pp. 91-163.
- Osei, B. (2000), *Ghana: The Burden of Debt-Service Payment Under Structural Adjustment*, Washington, D.C., IMF.

- Pattillo, Catherine and al. (2002), *External Debt and Growth*. IMF Working Paper 02/69. Washington, D.C.
- Pindyck, R. and D. S Rubinfeld, (1991): *Econometrics models and Econometric Forecasts*, Third Edition. Washington, D.C., McGraw-Hill, INC.
- Powell, R. (2000), "L'allègement de la dette des pays pauvres", *Finances et Développement*, vol. 37, N° 4, pp. 1-4, Décembre.
- Raffinot, M. (1991), *Dette Extérieure et Ajustement Structurel*. Paris, Edicef/Aupelf.
- Raffinot, M. (1998), « Soutenabilité de la dette extérieure: de la théorie aux modèles d'évaluation pour les pays à faible revenu », *Document de travail N° 98/01*, Paris.
- Romer, P. (1986), "Increasing returns and Long Run Growth", *Journal of Political Economy* n° 94, pp.1002-1037.
- Rosenstein-Rodan, P. (1943), "Problems of Industrialization of Eastern and Southeastern Europe." *Economic Journal* 53(210-211) June-September: 202-211.
- Ricardo, D. (1817), *Principes de l'économie politique et de l'impôt*. Calmann Lévy, Paris. Chapitre VII.
- Sachs, J. (1989), "The debt overhang of developing countries", In: Calvo, G., R. Findlay, P. Kouri and J. Macedo, eds., *Debt, Stabilization and Development*. Cambridge, MA, Basil Blackwell.
- Savvidès, A. (1995), « Economic growth in Africa », *World Development*, vol.23, pp.449-458
- Solow, R. (1956), "A Contribution to the Theory of Economic Growth." *Quarterly Journal of Economics*, 70:65-94.
- Warner, A. (1992), "Did the Debt Crisis cause the investment crisis?" *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. CVII, Issue 4, pp. 1161-1187.
- Were, M. (2001), *The Impact of External Debt on Economic Growth and Private Investment*. A paper to be presented at the Wider Development Conference on Debt relief, 17-18 August 2001, Helsinki.
- Wiesner, E. (1994), " From Macroeconomic Correction to public sector reform: the critical role of evaluation", *World Bank discussion paper N° 214*, Washington DC.
- Xavier, G. (1970), *Problèmes budgétaires contemporains*. Paris, Presses Universitaires de France (PUF).
- Yapo, L. (2001), *Les Déterminants de l'Endettement Extérieur des PPTE: le cas de la Côte d'Ivoire*. WIDER-Conférence sur l'allègement de la dette. Helsinki, Finlande 17-18 Août 2001.

ANNEXES

ANNEXE I: TABLEAU DES DONNEES SUR LE PB (EN LOGARITHMES)

LPIB BEN	LPIB BUR	LPIB COTE	LPIB MALI	LPIB NIG	LPIB SEN	LPIB TOGO
6,02	6,24	7,05	6,19	6,61	6,99	5,81
6,22	6,39	7,83	6,34	6,85	7,13	6,01
6,32	6,50	8,03	6,29	6,94	7,25	6,33
6,52	6,73	8,27	6,72	6,96	7,55	6,42
6,55	6,76	8,45	6,84	6,97	7,57	6,43
6,62	6,91	8,74	6,96	7,16	7,59	6,66
6,83	7,18	8,97	7,11	7,48	7,70	6,71
7,08	7,35	9,12	7,37	7,65	7,92	6,79
7,25	7,44	9,23	7,49	7,83	8,00	7,04
7,16	7,36	9,04	7,31	7,68	7,82	6,87
7,15	7,35	8,93	7,19	7,61	7,86	6,71
7,00	7,26	8,83	7,17	7,50	7,82	6,64
6,96	7,17	8,83	7,18	7,29	7,76	6,58
6,95	7,27	8,85	7,18	7,27	7,86	6,64
7,20	7,53	9,12	7,43	7,55	8,23	6,97
7,35	7,68	9,22	7,57	7,71	8,43	7,13
7,39	7,77	9,24	7,57	7,73	8,51	7,23
7,31	7,77	9,19	7,60	7,69	8,44	7,21
7,52	7,92	9,29	7,79	7,82	8,65	7,40
7,54	7,93	9,26	7,79	7,75	8,61	7,38
7,39	7,60	9,32	7,95	7,76	8,70	7,43
7,65	7,67	9,25	7,89	7,38	8,60	7,12
7,31	7,47	8,94	7,47	7,35	8,20	6,89
7,61	7,69	9,21	7,81	7,54	8,41	7,18
7,70	7,81	9,40	7,87	7,59	8,44	7,29
7,68	7,73	9,37	7,81	7,52	8,39	7,31
7,76	7,83	9,46	7,86	7,64	8,44	7,26
7,78	7,84	9,44	7,85	7,61	8,47	7,26
7,72	7,75	9,27	7,74	7,49	8,38	7,11
7,77	7,82	9,25	7,75	7,58	8,44	7,14

Source : CD-rom 2003, World Bank Africa Database

ANNEXE 2: DONNEES SUR LE RATIO ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE SUR LE PIB (EN LOGARITHMES)

obs	LDETPIB BEN	LDETPIB BUR	LDETPIB COTE	LDETPIB MALI	LDETPIB NIG	LDETPIB SEN	LDETPIB TOGO
1972	-9.455056	-10.21756	-8.596946	-7.580132	-9.599741	-9.286568	-9.089577
1973	-9.361854	-9.906838	-9.184396	-7.623496	-9.655703	-9.331316	-8.887652
1974	-9.258320	-9.571745	-9.145456	-7.432280	-9.456112	-9.218863	-8.708108
1975	-9.272813	-9.530146	-9.204962	-7.845330	-9.252196	-9.300888	-8.664479
1976	-9.003955	-9.264986	-9.236643	-7.921862	-9.068743	-9.195959	-8.512358
1977	-8.751229	-8.949974	-9.171212	-7.828102	-9.339125	-8.938575	-8.407595
1978	-8.784630	-8.919224	-9.109305	-7.820781	-9.285837	-8.751833	-7.881811
1979	-8.868702	-8.825091	-8.986388	-8.104233	-9.301109	-8.747084	-7.457055
1980	-8.777496	-8.788432	-9.006868	-7.952236	-9.194131	-8.428356	-7.625498
1981	-8.660622	-8.695961	-8.859588	-7.672337	-8.698778	-7.942762	-7.459786
1982	-8.365976	-8.648337	-8.542691	-7.452560	-8.596307	-7.736704	-7.339662
1983	-8.122747	-8.410282	-8.310386	-7.325662	-8.305765	-7.511401	-7.102900
1984	-8.081735	-8.272340	-8.173626	-7.135869	-7.977427	-7.419009	-7.133165
1985	-7.921102	-8.127706	-7.890516	-6.961776	-7.699883	-7.276299	-6.991479
1986	-7.957791	-8.140926	-7.671003	-7.009019	-7.758736	-7.396287	-7.166516
1987	-7.897243	-8.020292	-7.447239	-6.956002	-7.675734	-7.334100	-7.146634
1988	-7.908871	-8.079467	-7.511095	-6.949101	-7.617977	-7.409221	-7.222933
1989	-7.218788	-8.255448	-7.383156	-6.908253	-7.742593	-7.539490	-7.329652
1990	-7.336414	-8.265176	-7.247557	-6.949852	-7.707742	-7.632930	-7.366812
1991	-7.329567	-8.064898	-7.126418	-6.896184	-7.624811	-7.606006	-7.294667
1992	-7.115546	-7.625861	-7.168120	-6.933956	-7.607234	-7.646284	-7.352770
1993	-7.339415	-7.607178	-7.098070	-6.869584	-7.192248	-7.521333	-7.042723
1994	-6.916882	-7.431788	-6.787916	-6.541310	-7.116764	-7.120859	-6.726791
1995	-7.214094	-7.563250	-6.988523	-6.803454	-7.254380	-7.272795	-6.966272
1996	-7.333395	-7.668455	-7.230905	-6.854339	-7.308954	-7.312952	-7.058419
1997	-7.345373	-7.606342	-7.301601	-6.823600	-7.240346	-7.257647	-7.118550
1998	-7.372002	-7.587120	-7.339261	-6.823108	-7.271401	-7.262127	-6.973952
1999	-7.393007	-7.539057	-7.456485	-6.821935	-7.256041	-7.333017	-7.008513
2000	-7.354944	-7.557979	-7.370434	-6.763425	-7.148786	-7.300976	-6.900493
2001	-7.365690	-7.551078	-7.426311	-6.788107	-7.262385	-7.356006	-6.953255

Source : CD-Rom 2003, World Bank Africa Database

ANNEXE 3: DONNEES SUR LE REVENU INTERIEUR BRUT PAR HABITANT (EN LOGARITHMES)

LREVTET_BE N	LREVTET_BU R	LREVTET_CO TE	LREVTET_MA LI	LREVTET_NI G	LREVTET_SE N	LREVTET_TO GO
4.941642	4.499810	5.703782	4.382027	5.135798	5.480639	5.010635
5.135798	4.605170	5.886104	4.605170	5.135798	5.521461	5.192957
5.298317	4.867534	6.109248	4.700480	5.393628	5.736572	5.438079
5.393628	4.941642	6.345636	4.867534	5.521461	5.940171	5.634790
5.438079	5.010635	6.476972	5.075174	5.438079	6.016157	5.669881
5.521461	5.075174	6.620073	5.192957	5.521461	5.991465	5.736572
5.598422	5.135798	6.824374	5.247024	5.703782	5.966147	5.886104
5.799093	5.393628	7.003065	5.480639	5.913503	6.173786	5.913503
6.016157	5.560682	7.038784	5.598422	6.063785	6.272877	6.109248
6.086775	5.560682	7.021084	5.521461	6.040255	6.214608	6.040255
5.966147	5.480639	6.856462	5.393628	5.940171	6.194405	5.828946
5.736572	5.298317	6.565265	5.247024	5.703782	6.040255	5.598422
5.669881	5.192957	6.492240	5.192957	5.438079	5.886104	5.521461
5.634790	5.192957	6.461468	5.192957	5.438079	5.913503	5.521461
5.669881	5.347108	6.606650	5.247024	5.560682	6.086775	5.634790
5.768321	5.480639	6.709304	5.393628	5.634790	6.345636	5.799093
5.940171	5.669881	6.824374	5.560682	5.828946	6.579251	6.040255
5.886104	5.669881	6.733402	5.634790	5.828946	6.536692	6.063785
5.913503	5.669881	6.659294	5.598422	5.736572	6.579251	6.086775
5.940171	5.768321	6.633318	5.598422	5.703782	6.565265	6.086775
5.913503	5.669881	6.672033	5.768321	5.669881	6.659294	6.109248
5.940171	5.521461	6.606650	5.703782	5.480639	6.579251	5.886104
5.799093	5.347108	6.492240	5.521461	5.347108	6.380123	5.799093
5.857933	5.393628	6.476972	5.521461	5.247024	6.309918	5.799093
5.857933	5.438079	6.551080	5.480639	5.298317	6.272877	5.828946
5.966147	5.480639	6.633318	5.560682	5.298317	6.272877	5.886104
5.940171	5.438079	6.659294	5.521461	5.298317	6.253829	5.799093
5.940171	5.438079	6.620073	5.560682	5.247024	6.214608	5.768321
5.966147	5.393628	6.522093	5.521461	5.192957	6.214608	5.669881
5.940171	5.393628	6.445720	5.438079	5.192957	6.194405	5.598422

Source : CD-rom 2003, World Development Indicators

ANNEXE 4: DONNEES SUR LE RATIO SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE SUR LE PIB (EN LOGARITHMES)

obs	LDSPIB_BEN	LDSPIB_BUR	LDSPIB_COT E	LDSPIB_MALI	LDSPIB_NIG	LDSPIB_SEN	LDSPIB_TOG O
1972	-4.951446	-5.044402	-2.934903	-5.230697	-5.775092	-4.126034	-4.146424
1973	-5.391649	-5.058590	-3.502980	-4.463252	-5.896731	-3.426209	-4.121744
1974	-4.494419	-5.166289	-3.210935	-4.878729	-5.803968	-3.567802	-4.189655
1975	-4.725912	-5.076375	-3.309255	-5.175067	-4.863729	-3.812714	-3.615466
1976	-5.089604	-5.215167	-3.030441	-4.913294	-4.751527	-3.769095	-3.292611
1977	-5.259097	-5.205005	-3.026693	-4.726531	-4.954898	-3.517907	-2.617666
1978	-5.185450	-5.202174	-2.816072	-4.968996	-3.696803	-2.967612	-2.669366
1979	-5.206539	-5.126161	-2.625176	-4.802017	-3.340489	-2.928607	-3.385624
1980	-4.242110	-4.343571	-1.978403	-4.691012	-2.878171	-2.443654	-3.078272
1981	-4.045222	-4.385210	-1.705056	-4.274259	-2.529074	-2.607218	-2.381502
1982	-3.922328	-4.362906	-1.592144	-4.220262	-2.108196	-3.041276	-2.273806
1983	-3.502002	-4.366631	-1.685449	-4.154873	-2.528089	-3.058123	-2.556888
1984	-3.100987	-4.092800	-1.793105	-3.747789	-2.742518	-2.669644	-2.062319
1985	-3.058870	-3.881039	-1.834626	-3.208654	-2.595602	-2.609713	-1.923717
1986	-3.073532	-3.930968	-1.936314	-3.303074	-2.693451	-2.527857	-1.993688
1987	-3.647494	-4.089253	-1.997924	-3.324984	-2.627215	-2.473580	-2.623644
1988	-4.050859	-4.020237	-2.255538	-3.215289	-2.602032	-2.549092	-2.350868
1989	-4.060310	-4.117029	-2.204735	-3.362130	-2.880603	-2.494289	-2.695929
1990	-3.880020	-4.389651	-2.146557	-3.575374	-3.224332	-2.864661	-2.944255
1991	-4.130121	-4.106615	-2.104239	-3.990554	-3.082744	-2.871746	-3.403072
1992	-4.060443	-4.090345	-2.263633	-3.884643	-3.785982	-3.356897	-3.847965
1993	-4.183690	-4.031909	-2.252537	-3.527182	-2.885654	-3.791768	-3.840871
1994	-3.595210	-3.694027	-1.818302	-2.995165	-3.161682	-2.744540	-3.759472
1995	-3.697377	-3.805290	-2.256716	-3.346746	-3.517785	-2.767775	-3.796024
1996	-3.877744	-3.929124	-2.178188	-3.113515	-3.562415	-2.780142	-3.225725
1997	-3.667324	-3.794921	-2.154203	-3.373700	-3.357217	-2.877013	-3.287202
1998	-3.646534	-3.845677	-2.223421	-3.455393	-3.518018	-2.672944	-3.546909
1999	-3.529297	-3.675156	-2.159574	-3.192950	-4.092364	-2.998683	-3.454678
2000	-3.379701	-3.701064	-2.340097	-3.166115	-4.151568	-2.952087	-3.712917
2001	-3.595564	-3.811097	-2.823644	-3.130680	-3.991341	-2.953353	-3.663006

Source : CD-rom 2003, World Bank Africa Database

ANNEXE 5: DONNEES SUR LE TAUX DE CROISSANCE DE LA POPULATION

obs	TCRPOP_BE N	TCRPOP_BU R	TCRPOP_CO TE	TCRPOP_MA LI	TCRPOP_NIG	TCRPOP_SE N	TCRPOP_TO GO
1972	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
1973	2.371454	1.868764	4.084833	2.015329	2.942900	2.920806	2.726899
1974	2.420839	1.944487	4.047989	1.971370	2.979845	2.911825	1.875488
1975	2.422071	2.057461	3.993570	1.953073	3.014218	2.886668	0.656745
1976	2.381142	2.186025	3.914100	2.126592	3.051066	2.848149	1.947347
1977	2.449712	2.257777	3.885578	2.185845	3.076311	2.840061	1.877419
1978	2.533361	2.321158	3.860323	2.223356	3.097119	2.833876	1.960864
1979	2.626855	2.375097	3.837217	2.226206	3.114898	2.829172	2.248536
1980	2.723958	2.419439	3.814704	2.213390	3.129098	2.825570	2.638718
1981	2.822749	2.457069	3.791379	2.112729	3.143070	2.819571	2.957422
1982	2.919558	2.490733	3.765864	2.185516	3.158673	2.808666	3.210442
1983	3.003222	2.503288	3.739552	2.278398	3.165326	2.805978	3.407173
1984	3.068103	2.488848	3.712136	2.381486	3.160192	2.814621	3.529878
1985	3.117053	2.458863	3.681858	2.485777	3.150840	2.826231	3.566896
1986	3.156815	2.434903	3.640163	2.559599	3.148776	2.812011	3.509271
1987	3.185545	2.410876	3.598024	2.633420	3.153486	2.797996	3.351075
1988	3.201333	2.386937	3.555782	2.707135	3.164046	2.783586	3.085560
1989	3.203561	2.362994	3.513550	2.780860	3.181751	2.769383	2.708773
1990	3.192898	2.338966	3.471427	2.854663	3.206970	2.755230	2.211651
1991	3.152747	2.343166	3.396737	2.759792	3.011797	2.009696	2.303131
1992	3.400578	2.347450	3.322388	2.664734	3.284039	2.388271	2.394512
1993	3.072032	2.351663	3.246233	2.569925	3.443513	2.622170	2.485785
1994	3.031922	2.355871	3.172401	2.474983	3.501899	2.722576	2.577166
1995	2.703179	2.360132	3.097183	2.380075	3.472146	2.702124	2.668802
1996	2.687523	2.345133	3.018114	2.382717	3.491838	2.753498	2.756043
1997	2.671732	2.401256	2.937832	2.385358	3.554244	2.868884	2.843063
1998	2.656165	2.422326	2.859259	2.387571	3.535299	2.870487	2.930401
1999	2.640317	2.443277	2.779773	2.391436	3.446827	2.770467	3.017782
2000	2.624544	2.499490	2.700215	2.392791	3.295970	2.579684	3.104920
2001	2.591449	2.441133	2.449611	2.318847	3.198841	2.464450	2.753867

Source : CD-rom 2003, World Bank Africa Database

ANNEXE 6: DONNÉES SUR LE TAUX REEL DE CROISSANCE DES EXPORTATIONS

TCEXPR BEN	TCEXPR BUR	TCEXPR COT	TCEXPR MAL	TCEXPR NIG	TCEXPR SEN	TCEXPR TOGO
NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
-0.075076	-0.081190	-0.021395	-0.092115	0.135956	-0.133531	-0.110001
-0.006803	0.071973	0.137537	0.092115	-0.611802	0.064818	-0.033787
0.006803	-0.013986	-0.040203	0.015873	0.671429	0.119177	0.101228
-0.038001	-0.083178	0.110756	0.146246	0.087843	0.150563	-0.187303
0.068053	0.044895	-0.082618	0.213574	-0.075938	0.065686	0.282048
0.091115	0.377434	0.055648	-0.044951	0.289160	-0.419399	0.396004
0.307750	0.215758	0.022704	0.103635	-0.267696	0.192884	-0.370898
0.102708	-0.102072	0.475135	0.230371	-0.288970	-0.194022	0.382241
0.087675	0.123406	0.033658	-0.054982	0.187463	-0.004566	-0.136759
-0.299922	-0.150639	0.030070	0.017242	-0.154507	0.288254	0.000000
-0.319378	-0.245634	-0.050522	0.097638	-0.105083	0.013629	-0.121291
0.314440	0.132060	0.100692	0.154151	-0.045334	0.028359	0.002430
0.244692	-0.010363	-0.030410	-0.020135	-0.020499	-0.171850	0.033416
-0.252145	0.073612	-0.002755	0.068767	-0.026988	0.140950	0.096163
-0.064372	-0.006473	-0.018877	0.015699	0.047487	0.014316	0.037661
-0.202741	0.035091	-0.018604	-0.025238	-0.059719	0.036935	0.086498
0.019355	-0.163072	0.147948	0.105999	-0.018634	0.053346	-0.103061
0.015848	0.324807	0.100959	0.058594	0.012461	0.039691	-0.082656
0.185984	0.031499	-0.080849	0.119889	-0.034649	0.005857	0.044353
0.163432	-0.147284	-0.002424	0.065139	0.131928	-0.075007	-0.219895
-0.011148	0.175311	0.106573	0.031045	-0.088033	-0.023886	-0.030181
-0.048230	-0.306279	-0.025535	0.067536	-0.113574	0.186877	-0.019691
-0.048202	0.043412	0.133220	0.061345	0.104329	0.031582	0.188458
-0.017435	-0.053704	0.031708	0.028384	0.167768	-0.057997	0.170487
0.019901	0.053704	0.076695	0.371306	-0.015831	0.245809	-0.080539
0.107329	0.360914	0.007976	-0.001288	0.154910	0.100032	-0.010811
-0.020112	-0.123494	0.019001	0.160390	-0.108149	0.068960	-0.013129
-0.006795	-0.100219	-0.027563	-0.023321	0.010101	0.035185	-0.008850
0.048790	0.028092	0.043406	0.221794	0.017435	0.065222	-0.013423

Source : CD-rom 2003, World Bank Africa Database

ANNEXE 7: DONNÉES SUR LE TAUX D'INFLATION

obs	TXINF BEN	TXINF BUR	TXINF COTE	TXINF MALI	TXINF NIG	TXINF SEN	TXINF TOGO
1972	3.900000	-2.970000	0.340000	7.350000	9.770000	6.110000	7.720000
1973	6.870000	7.610000	11.060000	18.720000	11.730000	11.270000	3.610000
1974	14.420000	8.700000	17.370000	11.180000	3.340000	16.600000	12.830000
1975	-34.410000	18.780000	11.440000	5.820000	9.150000	31.670000	18.010000
1976	8.260000	-8.400000	12.070000	8.000000	23.550000	1.090000	11.640000
1977	9.860000	30.010000	27.390000	22.130000	23.320000	11.330000	22.460000
1978	6.840000	7.960000	13.030000	30.780000	10.110000	3.470000	1.420000
1979	10.270000	15.210000	29.370000	-0.930000	9.900000	9.620000	7.510000
1980	10.900000	12.050000	8.810000	20.250000	7.320000	8.700000	12.320000
1981	0.800000	7.750000	8.680000	3.900000	24.300000	5.780000	10.000000
1982	4.060000	10.050000	7.390000	3.900000	10.400000	17.380000	10.300000
1983	-6.070000	5.130000	5.880000	6.210000	1.620000	11.710000	9.700000
1984	10.270000	4.520000	4.280000	4.040000	8.410000	11.740000	-3.700000
1985	1.150000	-2.700000	1.750000	10.800000	-1.070000	13.040000	-1.900000
1986	0.410000	-2.700000	6.840000	-1.390000	-3.250000	6.120000	4.100000
1987	-1.340000	-2.850000	6.980000	-14.940000	-6.640000	-4.130000	2.500000
1988	3.440000	4.190000	6.930000	8.950000	0.600000	-1.820000	1.000000
1989	-0.200000	-0.320000	0.990000	-0.200000	-0.820000	0.450000	2.000000
1990	1.110000	-0.810000	-0.660000	1.630000	-2.030000	0.320000	1.530000
1991	2.100000	2.500000	1.570000	1.500000	1.500000	-1.750000	5.040000
1992	5.900000	-1.990000	4.220000	-5.910000	-5.910000	-0.110000	-2.110000
1993	0.440000	0.610000	2.130000	-0.630000	-0.630000	-0.590000	2.350000
1994	38.540000	24.720000	25.960000	24.780000	24.780000	32.020000	48.500000
1995	14.460000	7.770000	14.300000	12.400000	11.180000	8.090000	6.390000
1996	4.920000	6.110000	2.700000	6.450000	5.340000	2.790000	2.470000
1997	3.800000	2.320000	4.170000	-0.670000	2.950000	1.720000	5.480000
1998	5.760000	4.970000	4.500000	4.050000	4.550000	2.450000	-1.410000
1999	0.350000	-1.100000	0.740000	-1.150000	2.900000	0.810000	4.530000
2000	4.200000	-0.200000	2.530000	-0.740000	2.900000	0.700000	-2.490000
2001	2.300000	-0.700000	2.000000	-0.900000	2.900000	0.750000	1.500000

Source : CD-Rom 2003, World Development Indicators

**ANNEXE 8: DONNEES SUR LE TAUX D'INVESTISSEMENT OU RATIO INVESTISSEMENT SUR PIB (EN
LOGARITHMES)**

obs	LINVPIB_BEN	LINVPIB_BUR	LINVPIB_COTE	LINVPIB_MALI	LINVPIB_NIG	LINVPIB_SEN	LINVPIB_TO GO
1972	-2.008824	-1.633154	-1.089939	-1.767368	-2.201281	-1.931338	-1.580024
1973	-2.034904	-1.459117	-1.461966	-1.781177	-1.903483	-1.826623	-1.531476
1974	-1.703848	-1.243794	-1.512738	-1.999256	-1.898418	-1.637407	-1.807932
1975	-1.642474	-1.345136	-1.494112	-1.862817	-1.944957	-1.886335	-1.283205
1976	-1.794629	-1.355558	-1.469704	-2.008534	-1.953450	-1.990879	-1.391153
1977	-1.729724	-1.511591	-1.297316	-1.856679	-1.625838	-1.930865	-1.068192
1978	-1.830162	-1.577833	-1.211723	-1.836063	-1.469725	-1.944553	-0.641126
1979	-1.657807	-1.685883	-1.274154	-1.865241	-1.353183	-2.170327	-0.718120
1980	-1.886500	-1.770340	-1.326682	-1.867893	-1.269442	-2.144092	-1.257616
1981	-1.854905	-1.835287	-1.349622	-1.832749	-1.593898	-2.056709	-1.435292
1982	-1.287263	-1.599195	-1.461328	-1.815398	-1.581584	-2.100965	-1.546954
1983	-1.751486	-1.643875	-1.692178	-2.109248	-2.076672	-2.057112	-1.578587
1984	-2.059658	-1.832775	-2.149981	-2.097141	-3.458235	-2.052841	-1.894338
1985	-2.420129	-1.416105	-2.043688	-1.848112	-2.058157	-2.256735	-1.791759
1986	-2.004479	-1.529601	-2.114782	-1.573155	-2.153550	-2.171515	-1.668650
1987	-2.045455	-1.564079	-2.093819	-1.572350	-2.150420	-2.081182	-1.736471
1988	-1.856792	-1.619577	-2.067711	-1.546280	-1.658886	-2.062715	-1.830951
1989	-2.132769	-1.531318	-2.418397	-1.527252	-1.989987	-2.133173	-1.798434
1990	-1.951890	-1.580915	-2.704906	-1.471168	-2.513112	-1.979642	-1.324370
1991	-1.932161	-1.578710	-2.609479	-1.479214	-2.593710	-2.050059	-1.765880
1992	-1.985476	-1.556268	-2.670479	-1.520730	-2.672444	-1.908299	-1.850761
1993	-1.871802	-1.619762	-2.488469	-1.522925	-2.747395	-1.960003	-2.596228
1994	-1.847387	-1.523663	-2.075536	-1.296828	-2.266766	-1.684095	-1.893397
1995	-1.629041	-1.357411	-2.000200	-1.473527	-2.612305	-1.789082	-1.825161
1996	-1.764948	-1.294182	-2.111161	-1.473618	-2.337389	-1.689069	-1.672839
1997	-1.692537	-1.256049	-1.936147	-1.579585	-2.222459	-1.715635	-1.815385
1998	-1.771831	-1.200806	-2.014473	-1.565003	-2.183359	-1.679877	-1.572012
1999	-1.742311	-1.205158	-2.029136	-1.550875	-2.281986	-1.658386	-1.668129
2000	-1.664121	-1.240084	-2.243300	-1.487891	-2.226572	-1.617708	-1.566162
2001	-1.651191	-1.371124	-2.314275	-1.503647	-2.165988	-1.608356	-1.573553

Source : CD-rom 2003, World Bank Africa Database

ANNEXE 9: RESULTAT DE L'ESTIMATION DU MODELE

ESTIMATION DU MODELE A EFFETS FIXES

Dependent Variable: LPIB?				
Method: Pooled Least Squares				
Date: 08/28/04 Time: 11:09				
Sample(adjusted): 1973 2001				
Included observations: 29 after adjusting endpoints				
Number of cross-sections used: 7				
Total panel (balanced) observations: 203				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LREVTET?(-1)	0.787461	0.053111	14.82668	0.0000
LDETPIB?	0.296581	0.024326	12.19189	0.0000
LINVPIB?	0.179659	0.044313	4.054328	0.0001
LDSPIB?	-0.059466	0.026209	-2.268887	0.0244
TCEXP?	0.169499	0.081932	2.068761	0.0399
TCRPOP?	-0.075407	0.038259	-1.970926	0.0502
TXINF?	-0.007172	0.001413	-5.076528	0.0000
Fixed Effects				
_BEN--C	5.395662			
_BUR--C	5.919366			
_COTE--C	6.719322			
_MALI--C	5.623994			
_NIG--C	5.970530			
_SEN--C	5.997494			
_TOGO--C	4.945768			
R-squared	0.949648	Mean dependent var	7.656260	
Adjusted R-squared	0.946185	S.D. dependent var	0.760180	
S.E. of regression	0.176347	Sum squared resid	5.877558	
Log likelihood	71.47503	F-statistic	274.2004	
Durbin-Watson stat	1.103004	Prob(F-statistic)	0.000000	

ANNEXE 10 : RESULTAT DE L'ESTIMATION DU MODELE

ESTIMATION DU MODELE A EFFETS FIXES

Dependent Variable: LPIB?				
Method: Pooled Least Squares				
Date: 06/10/04 Time: 16:43				
Sample(adjusted): 1973 2001				
Included observations: 29 after adjusting endpoints				
Number of cross-sections used: 7				
Total panel (balanced) observations: 203				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LREVTET?(-1)	0.871480	0.046857	18.59879	0.0000
LDETPIB?(-1)	0.302195	0.018509	16.32685	0.0000
LINVPIB?	0.147894	0.036958	4.001635	0.0001
TCREXP?	0.002632	0.000622	4.231747	0.0000
LDSPIB?	-0.048598	0.021829	-2.226330	0.0272
TCRPOP?	-0.091276	0.032575	-2.802002	0.0056
TXINF?	-0.006074	0.001209	-5.022840	0.0000
Fixed Effects				
_BEN--C	4.991236			
_BUR--C	5.562030			
_COTE--C	6.223766			
_MALI--C	5.233021			
_NIG--C	5.579715			
_SEN--C	5.541662			
_TOGO--C	4.534497			
R-squared	0.963623	Mean dependent var		7.656260
Adjusted R-squared	0.961121	S.D. dependent var		0.760180
S.E. of regression	0.149891	Sum squared resid		4.246306
Log likelihood	104.4719	F-statistic		385.1218
Durbin-Watson stat	1.004812	Prob(F-statistic)		0.000000

ESTIMATION DU MODELE A EFFETS FIXES

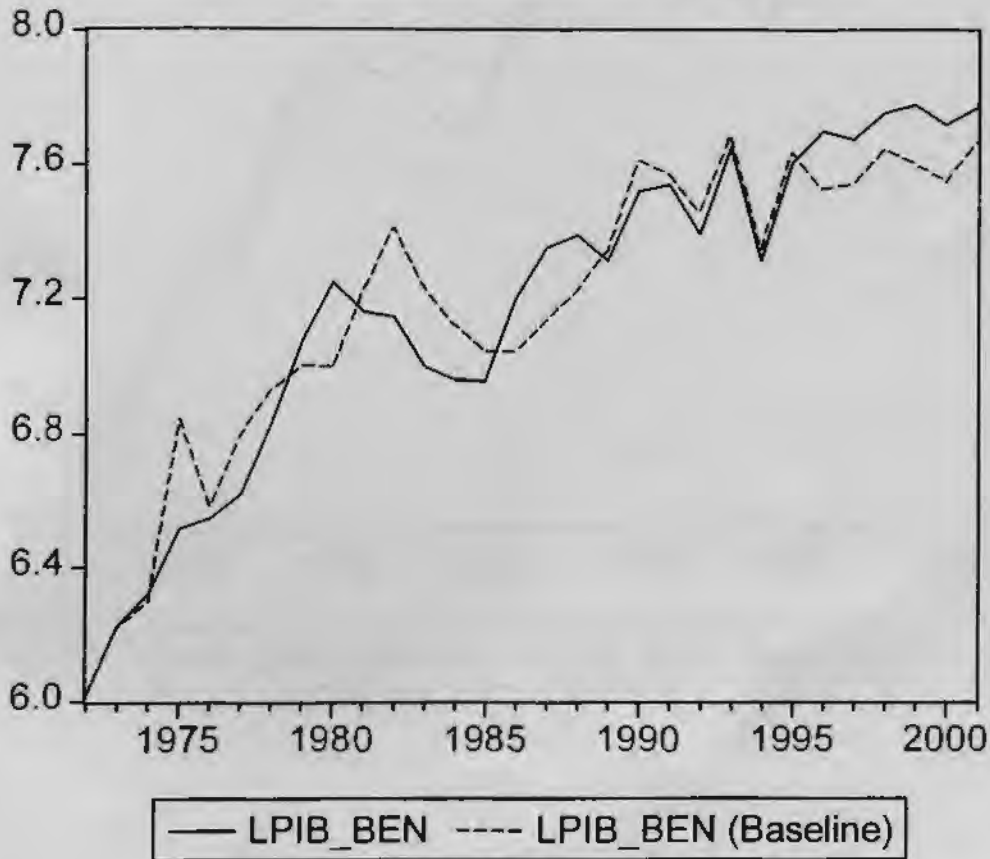
ANNEXE 11: STATISTIQUE DESCRIPTIVE DES SERIES

	LPIB	Lrevet?(-1)	Ldetpib?	Linvpib?	Tcexpr?
Mean	7.656260	5.783705	-7.836297	-1.792987	0.026719
Median	7.577634	5.736572	-7.587120	-1.781177	0.019001
Maximum	9.455793	7.038784	-6.541310	-0.641126	0.671429
Minimum	6.008813	4.382027	-9.906838	-3.458235	-0.611802
Std. Dev.	0.760180	0.514213	0.797180	0.373990	0.153681
Skewness	0.577523	0.191807	-0.698842	-0.553591	0.075285
Kurtosis	2.955358	2.902050	2.296122	4.789904	5.921333
Jarque-Bera	11.30140	1.325878	20.71417	37.46709	72.37676
Probability	0.003515	0.515334	0.000032	0.000000	0.000000
Observations	203	203	203	203	203
Cross sections	7	7	7	7	7

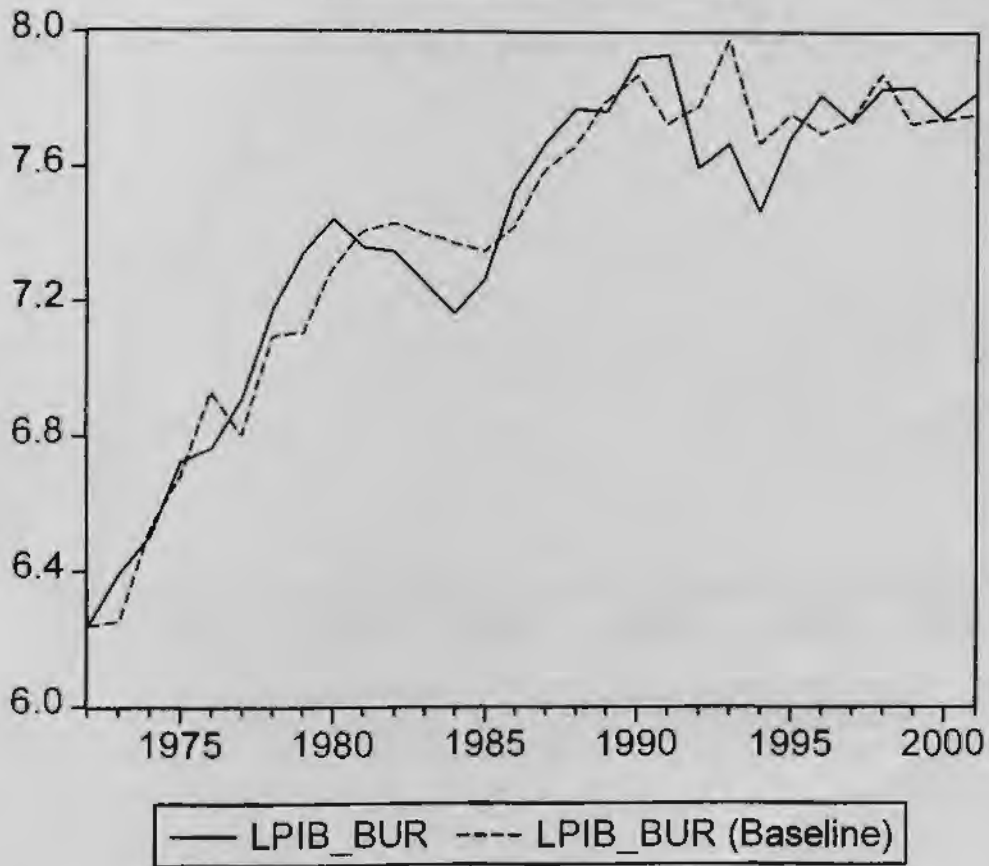
	LDSPIB?	TCRPOP?	TXINF?
Mean	-3.445601	2.808966	6.355911
Median	-3.426209	2.779773	4.220000
Maximum	-1.592144	4.084833	48.50000
Minimum	-5.896731	0.656745	-3441000
Std. Dev.	0.913592	0.514780	9.271757
Skewness	-0.271016	0.023978	0.917215
Kurtosis	2.608320	3.724855	7.120858
Jarque-Bera	3.782659	4.463590	172.0984
Probability	0.150871	0.107336	0.000000
Observations	203	203	203
Cross sections	7	7	7

ANNEXE 12 : SIMULATIONS

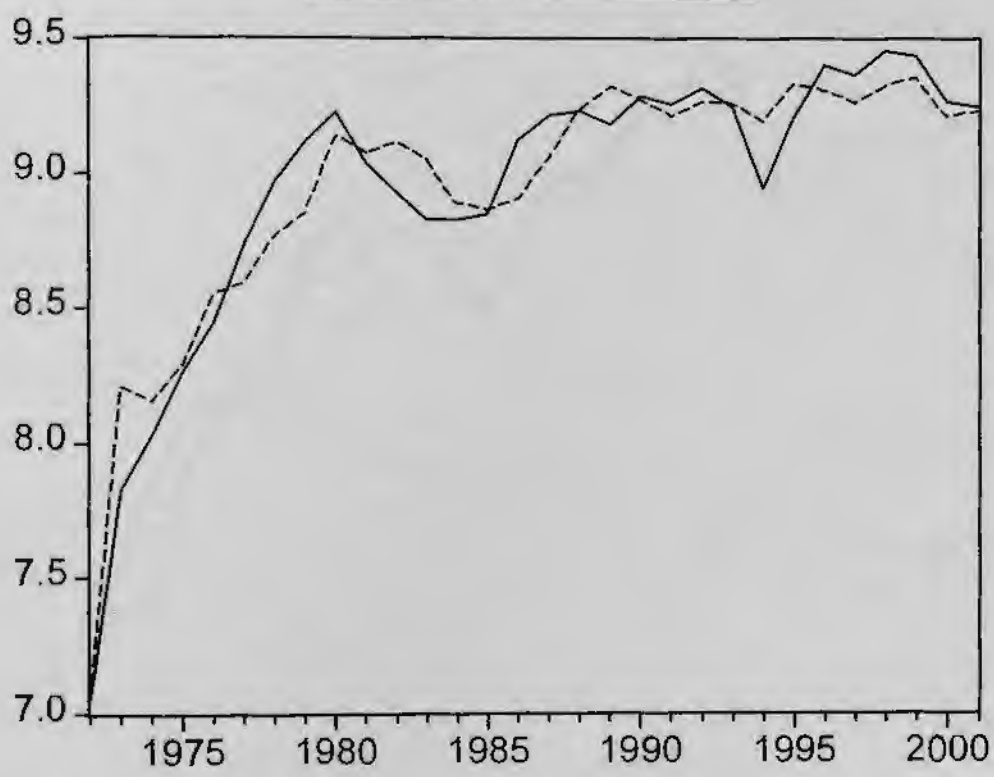
Bénin
Modèle à effets fixes
Série observée: LPIB_BEN
Série ajustée: Baseline



Burkina Faso
Modèle à effets fixes
Série observée: LPIB_BUR
Série ajustée: Baseline

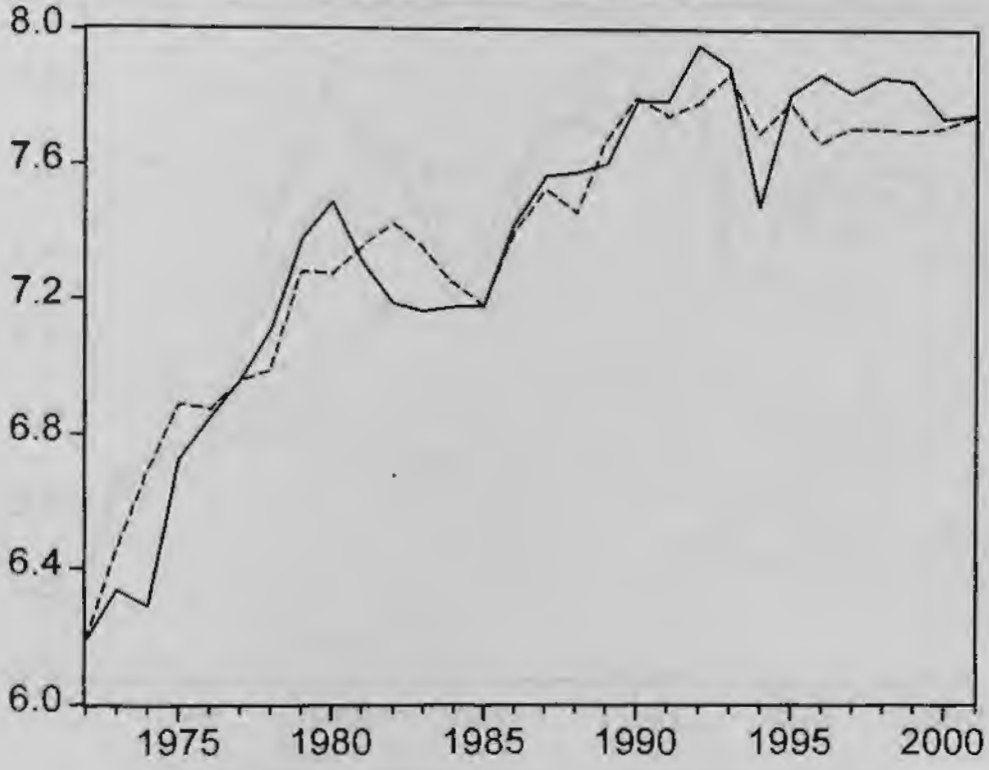


Cote d'Ivoire
Modèle à effets fixes
Série observée: LPIB_COTE
Série ajustée: Baseline



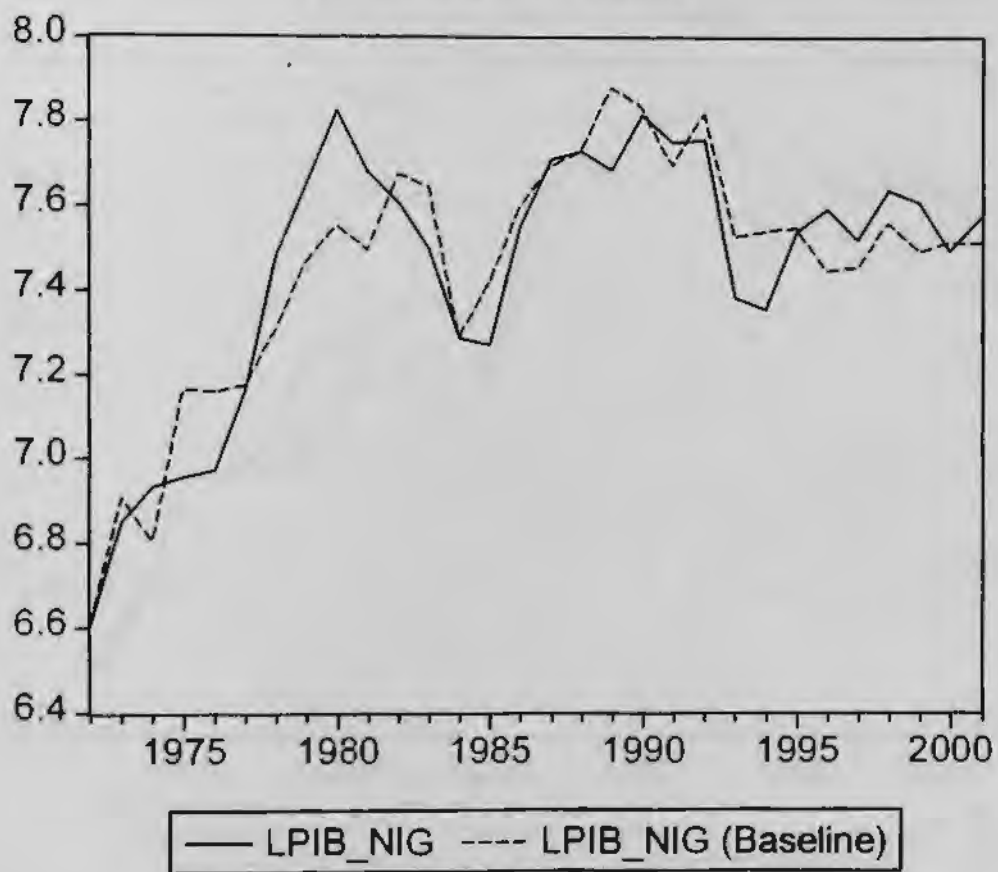
— LPIB_COTE - - - LPIB_COTE (Baseline)

Mali
Modèle à effets fixes
Série observée: LPIB_MALI
Série ajustée: Baseline

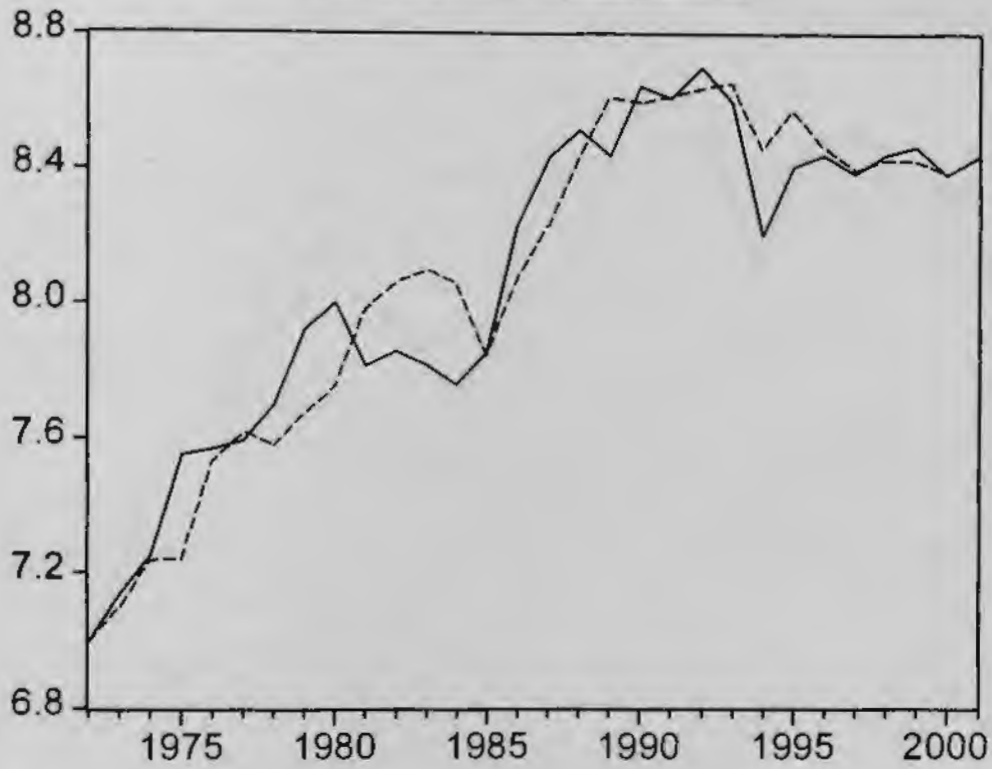


— LPIB_MALI ---- LPIB_MALI (Baseline)

Niger
Modèle à effets fixes
Série observée: LPIB_NIG
Série ajustée: Baseline

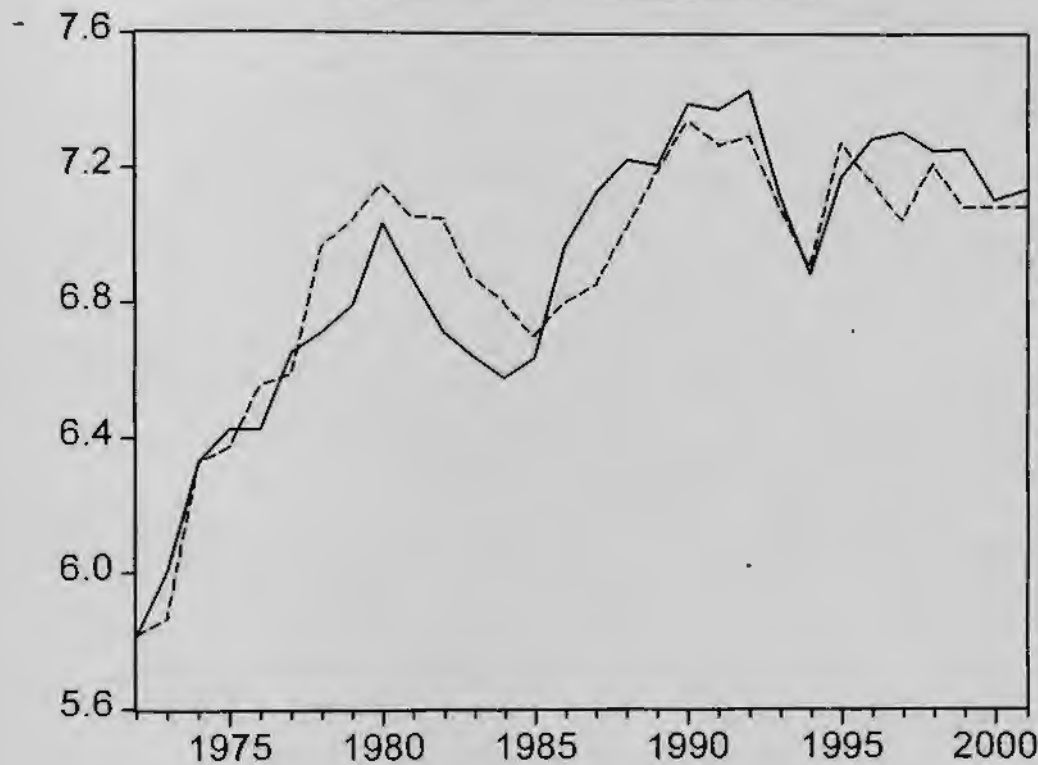


Sénégal
Modèle à effets fixes
Série observée: LPIB_SEN
Série ajustée: Baseline



— LPIB_SEN ---- LPIB_SEN (Baseline)

Togo
Modèle à effets fixes
Série observée: LPIB_TOGO
Série ajustée: Baseline



— LPIB_TOGO ---- LPIB_TOGO (Baseline)

IDEP/THESIS